



*Empowered lives.
Resilient nations.*

APPEL D'OFFRES

Fourniture des équipements et installation d'un système de Sonorisation de la Cour Pénale Spéciale de Bangui

AO n° : ITB/39/CPS/2021

Projet : Projet d'appui au fonctionnement de la Cour Pénale Spéciale

Pays : REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Délivré le : 9 juillet 2021

Sommaire

Section 1. Lettre d'invitation	4
Section 2. Instructions destinées aux soumissionnaires.....	5
DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1. Introduction	5
2. Fraude et corruption, Cadeaux et invitations	5
3. Éligibilité	6
4. Conflit d'intérêts	6
B. PRÉPARATION DES OFFRES.....	7
5. Considérations générales	7
6. Coût de la préparation de l'offre	7
7. Langue	7
8. Documents comprenant l'offre	7
9. Documents établissant l'éligibilité et les qualifications du soumissionnaire ;	7
10. Format et contenu de l'offre technique	7
11. Barème de prix.....	8
12. Garantie de soumission	8
13. Devises	8
14. Coentreprise, consortium ou partenariat	9
15. Offre unique.....	9
16. Durée de validité de l'offre	10
17. Extension de la durée de validité de l'offre.....	10
18. Clarification de l'offre (de la part des soumissionnaires)	10
19. Modification des offres	11
20. Autres types d'offres	11
21. Conférence préalable à l'offre	11
C. DÉPÔT ET OUVERTURE DES OFFRES	11
22. Dépôt.....	11
Offre déposée en version imprimée (manuelle)	12
Offres déposées par courriel ou sur le système eTendering.....	12
23. Date limite de dépôt des offres et offres tardives	12
24. Retrait, remplacement et modification des offres	12
25. Ouverture des offres	13
D. Évaluation des offres	13
26. Confidentialité	13
27. Évaluation des offres	13
28. Examen préliminaire.....	13

29. Évaluation de l'éligibilité et de la qualification	14
30. Évaluation des offres techniques et des prix	14
31. Devoir de précaution	14
32. Clarification des offres.....	15
33. Conformité des offres.....	15
34. Défauts de conformité, erreurs réparables et omissions.....	15
E. ADJUDICATION DU CONTRAT	16
35. Droit d'accepter, de rejeter ou de déclarer non conformes tout ou partie des offres	16
36. Critères d'adjudication	16
37. Analyse	16
38. Droit de modification des exigences lors de l'adjudication du contrat	16
39. Signature du contrat.....	16
40. Type de contrat et conditions générales.....	16
41. Garantie de bonne exécution	16
42. Garantie bancaire de restitution d'avance.....	17
43. Indemnité forfaitaire	17
44. Dispositions en matière de paiement.....	17
45. Contestation des fournisseurs	17
46. Autres dispositions	17
Section 3. Fiche technique	18
Section 4 Critères d'évaluation.....	21
Section 5a : Tableau des exigences et spécifications techniques/Détail quantitatif estimatif	24
Section 5b : Autres exigences connexes	33
Section 6 : Formulaire de soumission à renvoyer/liste de vérification.....	36
Formulaire A : Formulaire de soumission de l'offre.....	37
Formulaire B : Formulaire d'information sur le soumissionnaire.....	39
Formulaire C : Formulaire d'information sur les coentreprises/consortiums/partenariats	41
Formulaire D : Formulaire d'éligibilité et de qualification	42
Formulaire E : Format de l'offre technique	45
Formulaire F : Formulaire de barème de prix	50
FORMULAIRE G : Formulaire de garantie de soumission.....	51
FORMULAIRE F : Formulaire de visite des installations du Système de Sonorisation de la CPS	52

SECTION 1. Lettre d'invitation

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) vous invite par la présente à soumissionner dans le cadre du présent appel d'offres (AO) relatif à l'objet sus-référencé.

Le présent AO comprend les documents suivants ainsi que les Conditions générales du contrat qui sont intégrées à la fiche technique :

Section 1 : Lettre d'invitation

Section 2 : Instructions destinées aux soumissionnaires

Section 3 : Fiche technique

Section 4 : Critères d'évaluation

Section 5 : Tableau des exigences et spécifications techniques et l'annexe 1 des spécifications techniques dans une feuille Excel séparée

Section 6 : Formulaires de soumission à renvoyer

- Formulaire A : Formule de soumission de l'offre
 - Formulaire B : Formulaire d'information sur le soumissionnaire
 - Formulaire C : Formulaire d'information sur les coentreprises/consortiums/partenariats
 - Formulaire D : Formulaire de qualification
 - Formulaire E : Format de l'offre technique
 - Formulaire F : Barème de prix et l'Annexe 2 du cadre de devis dans une feuille de calcul Excel séparée.

 - Formulaire G : Formulaire de garantie de soumission

 - Formulaire F : Formulaire de visite de site.
- Si vous souhaitez soumettre une offre en réponse à ce présent AO, veuillez préparer votre offre conformément aux exigences et procédures décrites dans le présent AO, et la déposer avant la date limite de dépôt des offres présentée dans la fiche technique.

Veillez accuser réception de cet AO en envoyant un courriel à l'adresse procurement.cf@undp.org en indiquant si vous souhaitez ou non soumettre une offre. Vous pouvez également, le cas échéant, utiliser la fonction « accepter l'invitation » sur le système d'appel d'offres en ligne eTendering. Cela vous permettra de recevoir toute modification ou mise à jour concernant l'appel d'offres. Si vous souhaitez davantage d'éclaircissements, nous vous invitons à contacter la personne désignée dans la fiche technique ci-jointe en qualité de personne référente pour toute question liée au présent AO.

Le PNUD attend avec intérêt votre offre et vous remercie d'avance de l'attention que vous portez aux possibilités commerciales proposées par le PNUD.

Délivré par :

Approuvé par :

Nom : Mbataingar Teloumbaye

Fonction : Associé à l'Administration

Date : 09/07/2021

Nom : Dancilla Mukarubayiza

Fonction : Représentante Résidente Adjointe
Chargée des Opérations

SECTION 2. Instructions destinées aux soumissionnaires

DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
1. Introduction	<p>1.1 Les soumissionnaires adhèrent à toutes les exigences du présent AO, notamment toute modification par écrit provenant du PNUD. Le présent appel d'offres est mené conformément aux politiques et procédures régissant les programmes et opérations relatives aux contrats et aux achats du PNUD qui sont consultables à l'adresse https://popp.undp.org/SitePages/POPPBSUnit.aspx?TermID=254a9f96-b883-476a-8ef8-e81f93a2b38d</p> <p>1.2 Toute offre déposée sera considérée comme constituant une offre du soumissionnaire et ne vaudra pas ou n'emportera pas implicitement acceptation de l'offre par le PNUD. Le PNUD n'est nullement tenu d'attribuer un contrat à un quelconque soumissionnaire dans le cadre du présent AO.</p> <p>1.3 Le PNUD se réserve le droit d'annuler la procédure d'achat à tout stade sans aucune obligation de quelque nature que ce soit pour le PNUD, sur notification des soumissionnaires ou publication d'une notification d'annulation sur le site Web du PNUD.</p> <p>1.4 Dans le cadre de l'offre, il est souhaité que le soumissionnaire s'inscrive sur le site Web du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (www.ungm.org). Le soumissionnaire peut soumettre une offre même s'il n'est pas inscrit sur le Portail. Toutefois, si le soumissionnaire est choisi pour l'adjudication du contrat, il doit s'inscrire sur le Portal avant la signature du contrat.</p>
2. Fraude et corruption, Cadeaux et invitations	<p>2.1 Le PNUD applique une politique stricte de tolérance zéro en ce qui concerne les pratiques illicites, notamment la fraude, la corruption, la collusion, les pratiques contraires à l'éthique ou non professionnelles ainsi que l'obstruction aux fournisseurs du PNUD, et exige que tous les soumissionnaires et les fournisseurs respectent les plus hautes normes éthiques lors de la procédure d'achat et de la mise en œuvre du contrat. La Politique anti-fraude du PNUD est consultable à l'adresse http://www.undp.org/content/undp/fr/home/operations/accountability/audit/office_of_audit_andinvestigation.html.</p> <p>2.2 Les soumissionnaires et les fournisseurs n'offrent pas de cadeaux ni d'invitations de quelque nature que ce soit aux membres du personnel du PNUD, notamment des voyages d'agrément pour des événements sportifs ou culturels, dans des parcs d'attractions, des offres de vacances, de transport, ou des invitations à des déjeuners ou dîners luxueux.</p> <p>2.3 En vertu de cette politique, le PNUD :</p> <p>a) rejette une offre s'il détermine que le soumissionnaire choisi est engagé dans toute pratique de corruption ou pratique frauduleuse lors de l'appel d'offres</p>

	<p>pour le contrat en question ; b) déclare un fournisseur comme inéligible, pour une période définie ou indéfinie, à l'adjudication d'un contrat si, à tout moment, il détermine que le fournisseur s'est engagé dans toute pratique de corruption ou frauduleuse lors de l'appel d'offres d'un contrat du PNUD ou de l'exécution de ce dernier.</p> <p>2.4 Tous les soumissionnaires doivent se conformer au Code de conduite à l'intention des fournisseurs du PNUD qui peut être consulté à l'adresse https://www.un.org/Depts/ptd/sites/www.un.org.Depts.ptd/files/files/attachme nt/page/2014/February%202014/conduct_french.pdf</p>
<p>3. Éligibilité</p>	<p>3.1 Un fournisseur ne doit pas être suspendu, exclu ou autrement désigné comme inéligible par tout organisme des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale. Les fournisseurs doivent ainsi informer le PNUD s'ils sont soumis à toute sanction ou suspension temporaire imposée par ces organisations.</p> <p>3.2 Il est de la responsabilité du soumissionnaire de veiller à ce que ses employés, les membres de la coentreprise, les sous-contractants, les prestataires de services, les fournisseurs ou leurs employés de respecter les exigences d'éligibilité tel qu'établi par le PNUD.</p>
<p>4. Conflit d'intérêts</p>	<p>4.1 Les soumissionnaires doivent strictement éviter tout conflit avec d'autres engagements ou leurs propres intérêts et ne pas tenir compte de travaux futurs. Tous les soumissionnaires qui ont un conflit d'intérêts seront disqualifiés. Sans limitation du caractère général de ce qui précède, les soumissionnaires et leurs prestataires de services agréés sont considérés comme ayant un conflit d'intérêts avec une partie ou plus de la présente procédure de sollicitations :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) S'ils sont ou ont été par le passé liés à une société, ou à l'une de ses sociétés affiliées ayant été engagée par le PNUD pour fournir des services au titre de la préparation de la conception, des spécifications, des termes de référence, de l'analyse et de l'estimation des coûts et d'autres documents devant être utilisés pour l'achat de biens et de services dans le cadre de la présente procédure de sélection ; b) S'ils ont été impliqués dans la préparation ou la conception du programme ou du projet relatif aux services requis au titre du présent appel d'offres ; c) S'il est avéré qu'ils sont concernés par un conflit pour toute autre raison, tel que peut l'établir le PNUD, ou à sa discrétion. <p>4.2 En cas d'incertitude concernant l'interprétation d'une situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts, les soumissionnaires doivent en informer le PNUD et lui demander de confirmer s'il s'agit ou non d'une situation de conflit d'intérêts.</p> <p>4.3 De la même manière, les soumissionnaires doivent montrer dans leur offre qu'ils sont conscients des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Si les propriétaires, copropriétaires, responsables, directeurs, actionnaires dominants, de l'entité soumissionnaire ou du personnel essentiel font partie de la famille d'un membre du personnel du PNUD exerçant des responsabilités dans les fonctions d'achat ou le gouvernement du pays concerné ou de tout partenaire de mise en œuvre recevant les services dans le cadre du présent AO ;

	<p>b) Toutes les autres situations susceptibles de donner lieu, réellement ou en apparence, à un conflit d'intérêts, une collusion ou des pratiques déloyales. En cas de non-divulgaration de cette information, il est possible que l'offre ou les offres concernées par cette non-divulgaration soient rejetées.</p> <p>4.4 L'éligibilité des soumissionnaires détenus totalement ou partiellement par le gouvernement dépendra de l'évaluation et de l'examen approfondis par le PNUD de divers facteurs tels que leur enregistrement, leur opération et leur gestion en tant qu'entité indépendante, l'ampleur de la participation du gouvernement, la réception de subventions, leur mandat et l'accès aux informations dans le cadre du présent AO, entre autres facteurs. Les conditions qui peuvent mener à un avantage indu sur d'autres soumissionnaires peuvent provoquer le rejet de l'offre.</p>
B. PRÉPARATION DES OFFRES	
5. Considérations générales	<p>5.1 Lors de la préparation de l'offre, le soumissionnaire doit examiner l'appel d'offres avec attention. Les lacunes matérielles lors de la fourniture des informations demandées dans l'appel d'offres peuvent provoquer le rejet de l'offre.</p> <p>5.2 Le soumissionnaire ne sera pas autorisé à profiter de toute erreur ou omission dans l'appel d'offres. Si ces erreurs ou omissions sont découvertes, le soumissionnaire doit en informer le PNUD en conséquence.</p>
6. Coût de la préparation de l'offre	6.1 Le soumissionnaire prend à sa charge l'ensemble des coûts liés à la préparation et au dépôt de son offre, que celle-ci soit ou non retenue. Le PNUD n'est en aucun cas responsable ou redevable desdits coûts, indépendamment du déroulement ou du résultat de la procédure d'achat.
7. Langue	7.1 L'offre, ainsi que toute correspondance connexe échangée entre le soumissionnaire et le PNUD, sont rédigées dans la ou les langues indiquées dans la fiche technique.
8. Documents comprenant l'offre	<p>8.1 L'offre comprend les documents et formulaires connexes suivants, dont les détails sont fournis dans la fiche technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Documents établissant l'éligibilité et les qualifications du soumissionnaire ; b) Offre technique ; c) Barème de prix ; d) Garantie de soumission, si elle est exigée dans la fiche technique ; e) Toute pièce jointe ou tout appendice à l'offre.
9. Documents établissant l'éligibilité et les qualifications du soumissionnaire ;	9.1 Le soumissionnaire fournit la preuve écrite de son statut de fournisseur éligible et qualifié en remplissant les formulaires figurant dans la section 6 et en fournissant les documents exigés dans ces formulaires. Aux fins de l'adjudication d'un contrat à un soumissionnaire, ses qualifications doivent être documentées de manière jugée satisfaisante par le PNUD.
10. Format et contenu de l'offre technique	<p>10.1 Le soumissionnaire est tenu de présenter une offre technique en utilisant les formulaires types et les modèles fournis dans la section 6 de l'appel d'offres.</p> <p>10.2 Des échantillons d'objets, lorsqu'exigés en vertu de la section 5, sont fournis dans le délai spécifié et à moins qu'autrement spécifié par le PNUD, sans frais pour le PNUD. S'ils ne sont pas détruits lors des tests, les échantillons seront</p>

	renvoyés à la demande et aux frais du soumissionnaire, à moins qu'autrement indiqué.
	<p>10.3 Lorsqu'applicable et tel qu'exigé en vertu de la section 5, le soumissionnaire décrit le programme de formation nécessaire disponible pour le maintien et l'exécution des services ou pour l'entretien et le fonctionnement des équipements offerts, ainsi que le coût pris en charge par le PNUD. Cette formation ainsi que le matériel de formation, à moins qu'autrement indiqué, sont offerts dans la langue de l'offre tel que prescrit dans la fiche technique.</p> <p>10.4 Lorsqu'applicable et tel qu'exigé en vertu de la section 5, le soumissionnaire atteste de la disponibilité de pièces détachées pour une période d'au moins cinq (5) ans à compter de la date de livraison, ou tel qu'autrement indiqué dans cet appel d'offres.</p>
11. Barème de prix	<p>11.1 Le présent barème de prix est préparé en utilisant le formulaire fourni dans la section 6 de l'appel d'offres et en prenant en considération les exigences de l'AO.</p> <p>11.2 Toute exigence décrite dans l'offre technique, mais dont le prix n'est pas indiqué dans le barème de prix, est considérée comme étant incluse dans les prix des autres activités ou biens, ainsi que dans le prix total final.</p>
12. Garantie de soumission	<p>12.1 Une garantie de soumission, si elle est exigée dans la fiche technique, est fournie au montant et dans le formulaire indiqués dans la fiche technique. Cette garantie est valable jusqu'à trente (30) jours après la date de validité finale de l'offre.</p> <p>12.2 La garantie de soumission est incluse, avec l'offre. Si une garantie de soumission est exigée par l'appel d'offres mais n'est pas présentée avec l'offre technique, l'offre est rejetée.</p> <p>12.3 Si le montant de la garantie de soumission est moins élevé que le montant exigé par le PNUD, ou si la période de validité de ladite garantie est moins longue que celle exigée par le PNUD, celui-ci rejette l'offre.</p> <p>12.4 Dans le cas où une offre électronique est autorisée dans la fiche technique, les soumissionnaires y intègrent une copie de la garantie de soumission, et l'original de la garantie doit être envoyé par courrier ou en main propre selon les instructions de la fiche technique.</p> <p>12.5 Le PNUD peut confisquer la garantie de soumission et rejeter l'offre en cas de survenance d'un ou de plusieurs des cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Si le soumissionnaire rétracte son offre pendant la durée de validité de l'offre indiquée dans la fiche technique, ou ; b) Si le soumissionnaire retenu omet : <ul style="list-style-type: none"> i. De signer le contrat après son adjudication par le PNUD ; ii. De fournir une garantie de bonne exécution, des assurances ou d'autres documents que le PNUD peut exiger à titre de condition préalable à l'entrée en vigueur du contrat susceptible d'être attribué au soumissionnaire.
13. Devises	<p>13.1 Tous les prix sont cités dans la devise ou les devises indiquées dans la fiche technique. Lorsque les offres sont libellées dans différentes devises, afin de comparer l'ensemble des offres :</p>

	<p>a) Le PNUD convertira la devise indiquée dans l'offre dans la devise privilégiée par le PNUD à l'aide du taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date limite de dépôt des offres ;</p> <p>b) Dans le cas où le PNUD choisit une offre libellée dans une devise différente de la devise privilégiée indiquée dans la fiche technique, le PNUD se réserve le droit d'attribuer le contrat dans sa devise privilégiée à l'aide de la méthode de conversion indiquée ci-dessus.</p>
14. Coentreprise, consortium ou partenariat	<p>14.1 Si le soumissionnaire est un groupe d'entités juridiques devant former ou ayant formé une coentreprise, un consortium ou un partenariat lors du dépôt de l'offre, elles doivent confirmer dans le cadre de leur offre : (i) Qu'elles ont désigné une partie en tant qu'entité principale, dûment habilitée à obliger juridiquement les membres de la coentreprise, du consortium ou du partenariat conjointement et de manière solidaire, ceci devant être attesté par un accord dûment authentifié entre lesdites entités juridiques qui devra être joint à l'offre ; et (ii) que si le contrat leur est attribué, il sera conclu entre le PNUD et l'entité principale désignée qui agira pour le compte de l'ensemble des entités juridiques composant la coentreprise.</p> <p>14.2 Après la date limite de dépôt des offres, l'entité principale désignée pour représenter la coentreprise, le consortium ou le partenariat n'est pas changée sans le consentement préalable et écrit du PNUD.</p> <p>14.3 L'entité principale et les entités membres de la coentreprise, du consortium ou du partenariat se conforment aux dispositions de la clause 9 de ce document en ce qui concerne le dépôt d'une offre unique.</p> <p>14.4 La description de l'organisation de la coentreprise, du consortium ou du partenariat doit clairement définir le rôle prévu de chaque entité juridique composant la coentreprise dans le cadre de la satisfaction des exigences de l'AO, tant dans l'offre que dans l'accord de coentreprise. Le PNUD évaluera l'éligibilité et les qualifications de toutes les entités juridiques composant la coentreprise, le consortium ou le partenariat.</p> <p>14.5 Une coentreprise, un consortium ou un partenariat, lors de la présentation des antécédents et de l'expérience, différencie clairement :</p> <p>a) Les antécédents et l'expérience de la coentreprise, du consortium ou du partenariat dans leur ensemble ;</p> <p>b) Les antécédents et l'expérience des entités individuelles de la coentreprise, du consortium ou du partenariat.</p> <p>14.6 Les contrats antérieurs exécutés par des experts individuels qui sont intervenus à titre personnel mais qui sont liés de façon permanente ou qui ont été temporairement liés à l'une des sociétés membres ne peuvent pas être inclus dans l'expérience de la coentreprise, du consortium ou du partenariat, ou du membre concerné, et seuls lesdits experts peuvent en faire état dans la présentation de leurs qualifications personnelles.</p> <p>14.7 La coentreprise, le consortium ou le partenariat sont encouragés à respecter de grandes exigences multisectorielles lorsque le champ d'expertise et des ressources n'est pas disponible dans une seule société.</p>
15. Offre unique	<p>15.1 Le soumissionnaire (notamment les membres individuels de toute coentreprise)</p>

	<p>dépose une seule offre, en son nom propre ou dans le cadre d'une coentreprise.</p> <p>15.2 Les offres déposées par deux (2) soumissionnaires ou plus seront toutes rejetées dans chacun des cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) S'ils ont au moins un actionnaire dominant, directeur ou partie prenante en commun ; b) Si l'un d'entre eux reçoit ou a reçu de l'autre ou des autres une quelconque subvention, directe ou indirecte ; c) S'ils ont le même représentant légal aux fins du présent AO ; d) S'il existe entre eux une relation qui, directement ou par l'intermédiaire de tierces parties, leur permet d'avoir accès à des informations sur un autre soumissionnaire, ou d'influer sur l'offre d'un autre soumissionnaire dans le cadre de la présente procédure d'AO ; e) S'ils sous-traitent l'offre l'un de l'autre, ou si le sous-traitant d'une offre dépose également une autre offre en son nom en tant que soumissionnaire principal ; si un membre du personnel essentiel proposé pour faire partie de l'équipe d'un soumissionnaire participe à plus d'une offre reçue lors de la procédure d'appel d'offres. La présente condition, relative au personnel, ne s'applique pas aux sous-traitants inclus dans plusieurs offres.
<p>16. Durée de validité de l'offre</p>	<p>16.1 Les offres restent valables pour la période indiquée dans la fiche technique, et leur validité prend effet à la date limite de dépôt des offres. Une offre assortie d'une durée de validité plus courte peut être rejetée par le PNUD et déclarée non conforme.</p> <p>16.2 Lors de la période de validité de l'offre, le soumissionnaire maintient son offre originale, sans la modifier, notamment sans modifier la disponibilité du personnel essentiel, les taux proposés et le prix total.</p>
<p>17. Extension de la durée de validité de l'offre</p>	<p>17.1 Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander aux soumissionnaires d'étendre la durée de validité de leurs offres avant l'expiration de la durée de validité de l'offre. La demande et les réponses se font à l'écrit et sont considérées comme faisant partie intégrante de l'offre.</p> <p>17.2 Si le soumissionnaire convient d'étendre la validité de son offre, cette prorogation est effectuée sans aucun changement apporté à l'offre originale.</p> <p>17.3 Le soumissionnaire a le droit de refuser d'étendre la validité de son offre, auquel cas cette offre ne sera pas ultérieurement évaluée.</p>
<p>18. Clarification de l'offre (de la part des soumissionnaires)</p>	<p>18.1 Les soumissionnaires peuvent demander des éclaircissements au sujet de tout document de l'appel d'offres au plus tard à la date indiquée dans la fiche technique. Toute demande d'éclaircissements doit être envoyée par écrit sous la forme indiquée dans la fiche technique. Si des demandes sont envoyées d'une autre manière que par les voies indiquées, même si elles sont envoyées à un membre du personnel du PNUD, ce dernier n'est pas tenu d'y répondre ni de confirmer que telles demandes ont été officiellement reçues.</p> <p>18.2 Le PNUD offrira des réponses aux demandes d'éclaircissements sous la forme indiquée dans la fiche technique.</p> <p>18.3 Le PNUD s'efforcera de répondre rapidement aux demandes d'éclaircissement, mais toute réponse tardive de sa part ne l'obligera pas à proroger la date limite de dépôt des offres, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est justifiée et nécessaire.</p>

<p>19. Modification des offres</p>	<p>19.1 À tout moment avant la date limite de dépôt des offres, le PNUD peut, pour quelque raison que ce soit, par exemple en réponse à la demande d'éclaircissement d'un soumissionnaire, modifier l'appel d'offres. Les modifications seront rendues disponibles à l'ensemble des soumissionnaires potentiels.</p> <p>19.2 Si la modification est importante, le PNUD peut proroger la date limite de dépôt des offres pour donner aux soumissionnaires assez de temps pour inclure la modification dans leurs offres.</p>
<p>20. Autres types d'offres</p>	<p>20.1 Les autres types d'offres ne seront pas considérées, à moins qu'autrement indiqué dans la fiche technique. Si le dépôt d'un autre type d'offre est autorisé dans la fiche technique, un soumissionnaire peut déposer un autre type d'offre, mais seulement s'il dépose également une offre conforme aux exigences de l'appel d'offres. Si les conditions de son acceptation sont respectées ou si l'offre est clairement justifiée, le PNUD se réserve le droit d'attribuer un contrat sur la base d'un autre type d'offre.</p> <p>20.2 Si plusieurs autres types d'offres sont soumis, ils doivent être clairement identifiés comme « offre principale » et « autre type d'offre ».</p>
<p>21. Conférence préalable à l'offre</p>	<p>21.1 S'il y a lieu, une conférence des soumissionnaires sera organisée à la date, à l'heure et au lieu indiqués dans la fiche technique. Tous les soumissionnaires sont encouragés à y assister. Toutefois, aucun soumissionnaire ne sera rejeté pour n'avoir pas assisté à la conférence. Le compte-rendu de la conférence des soumissionnaires sera publié sur le site Web de la section des achats et envoyé par courriel ou sur la plateforme d'appel d'offres en ligne eTendering comme indiqué dans la fiche technique. Aucune déclaration orale formulée lors de la conférence ne pourra modifier les conditions générales de l'appel d'offres, à moins qu'une telle déclaration ne soit expressément inscrite dans le compte-rendu de la conférence ou communiquée ou publiée à titre de modification de l'appel d'offres.</p>

C. DÉPÔT ET OUVERTURE DES OFFRES

<p>22. Dépôt</p>	<p>22.1 Le soumissionnaire dépose une offre dûment signée et complétée qui comprend les documents et les formulaires correspondant aux exigences de la fiche technique. Le barème de prix est soumis avec l'offre technique. Les offres peuvent être livrées en main propre, par courrier ou par méthode de transmission électronique comme indiqué dans la fiche technique.</p> <p>22.2 L'offre est signée par le soumissionnaire ou la ou les personnes dûment autorisées à obliger le soumissionnaire. L'autorisation est communiquée au moyen d'un document attestant d'une telle autorisation délivré par le représentant juridique de l'entité soumissionnaire, ou d'une procuration, jointe à l'offre.</p> <p>22.3 Les soumissionnaires doivent être conscients du fait que le simple dépôt d'une offre implique acceptation par le soumissionnaire des Conditions générales du contrat du PNUD.</p>
-------------------------	---

<p>Offre déposée en version imprimée (manuelle)</p>	<p>22.4 Une offre déposée en version imprimée (manuelle), par courrier ou en main propre autorisée ou indiquée dans la fiche technique est régie comme suit :</p> <p>(a) L'offre signée est marquée comme « original » et ses copies sont marquées comme « copie » tel qu'approprié. Le nombre de copies est indiqué dans la fiche technique. Toutes les copies doivent seulement provenir de l'original signé. En cas de différences entre l'original et les copies, l'original prévaut.</p> <p>(b) L'offre technique et le barème de prix doivent être déposés ensemble dans une enveloppe sous pli scellé qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> i. Porte le nom du soumissionnaire ; ii. Est adressée au PNUD comme indiqué dans la fiche technique ; iii. Comporte un avertissement qui déclare « Ne pas ouvrir avant la date et l'heure de l'ouverture des offres » tel qu'indiqué dans la fiche technique. <p>Si les enveloppes et les colis comportant l'offre ne sont pas sous pli scellé ni marquées comme exigé, le PNUD ne sera pas responsable de tout mauvais placement, toute perte ou toute ouverture prématurée de l'offre.</p>
<p>Offres déposées par courriel ou sur le système eTendering</p>	<p>22.5 Le dépôt par courriel ou par l'intermédiaire du système d'appel d'offres en ligne eTendering, s'il est autorisé ou indiqué dans la fiche technique, est régi comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Les fichiers électroniques faisant partie de l'offre respectent le format et les exigences indiqués dans la fiche technique ; b) Les documents requis dans le formulaire original (par exemple la garantie de soumission etc.) doivent être envoyés par courrier ou en main propre selon les instructions contenues dans la fiche technique. <p>22.6 Davantage d'instructions sur la manière de déposer, modifier ou annuler une offre sur le système d'appel d'offres en ligne eTendering sont offertes dans le Guide du système eTendering du PNUD à l'attention des soumissionnaires, et des Guides vidéos sont également disponibles en consultant ce lien : http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/business/procurement-notice/resources/</p>
<p>23. Date limite de dépôt des offres et offres tardives</p>	<p>23.1 Les offres complètes doivent être reçues par le PNUD de la manière, à l'adresse et au plus tard à la date et heure indiquées dans la fiche technique. Le PNUD ne reconnaît que la date et l'heure auxquelles il a reçu l'offre.</p> <p>23.2 Le PNUD ne tiendra pas compte de toute offre déposée après la date limite de dépôt des offres.</p>
<p>24. Retrait, remplacement et modification des offres</p>	<p>24.1 Un soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier son offre après qu'elle a été déposée à tout moment avant la date limite de dépôt des offres.</p> <p>24.2 Offres déposées manuellement ou par courriel : Un soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier son offre en envoyant une notification écrite conforme au PNUD, dûment signée par un représentant autorisé à cette fin, et en y joignant une copie de l'autorisation (ou une procuration). Le remplacement ou la modification de l'offre, le cas échéant, doit accompagner ladite notification écrite. Toutes les notifications doivent être déposées de la même manière que celle indiquée pour le dépôt des offres, en les marquant clairement comme</p>

	<p>« RETRAIT », « REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».</p> <p>24.3 Système eTendering : Un soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier son offre en annulant, éditant et déposant de nouveau l'offre directement sur le système. Il est de la responsabilité du soumissionnaire de suivre correctement les instructions du système et de dûment éditer et déposer un remplacement ou une modification d'offre, tel que nécessaire. Davantage d'instructions sur la manière dont annuler ou modifier une offre directement sur le système sont offertes dans le Guide du système eTendering du PNUD à l'attention des soumissionnaires et dans les Guides vidéo.</p> <p>24.4 Les offres dont le retrait est demandé sont renvoyées aux soumissionnaires sans qu'elles aient été ouvertes (seulement en ce qui concerne les dépôts manuels), sauf si l'offre est retirée après qu'elle a été ouverte.</p>
25. Ouverture des offres	<p>25.1 Le PNUD ouvre les offres en présence d'un comité ad hoc constitué par le PNUD qui comprend au moins deux (2) membres.</p> <p>25.2 Les noms des soumissionnaires, les modifications, les retraits, l'état des libellés et des sceaux des enveloppes, le nombre de dossiers et de fichiers et tout autre détail que le PNUD jugera utile seront annoncés à l'ouverture. Aucune offre n'est rejetée à l'ouverture, sauf les offres tardives qui seront renvoyées non ouvertes aux soumissionnaires concernés.</p> <p>25.3 Dans le cas d'un dépôt sur le système eTendering, les soumissionnaires recevront une notification automatique une fois que leur offre aura été ouverte.</p>
D. ÉVALUATION DES OFFRES	
26. Confidentialité	<p>26.1 Les informations concernant l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, ainsi que la recommandation d'adjudication du contrat, ne sont pas divulguées aux soumissionnaires ou à toute autre personne non officiellement concernée par une telle procédure, même après publication de l'adjudication du contrat.</p> <p>26.2 Toute tentative de la part d'un soumissionnaire ou de toute personne agissant au nom du soumissionnaire d'influencer le PNUD lors de l'examen, de l'évaluation et de la comparaison des offres ou des décisions d'adjudication du contrat peut, à la décision du PNUD, provoquer le rejet de son offre et le soumettre à l'application des procédures de sanctions des fournisseurs du PNUD en vigueur.</p>
27. Évaluation des offres	<p>27.1 Le PNUD mènera l'évaluation sur l'unique base des offres déposées.</p> <p>27.2 L'évaluation des offres est menée suivant les étapes suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Examen préliminaire, notamment de l'éligibilité b) Vérification des calculs et classement des soumissionnaires ayant réussi l'examen préliminaire du fait de leur prix. c) Évaluation de qualification (si la pré-qualification n'a pas été effectuée) <ol style="list-style-type: none"> a) Évaluation des offres techniques b) Évaluation des prix <p>L'évaluation détaillée s'axera sur les 3 à 5 offres dont les prix sont les plus bas. D'autres offres dont les prix sont plus élevés seront ajoutées pour évaluation si nécessaire.</p>
28. Examen préliminaire	<p>28.1 Le PNUD examine les offres pour déterminer si elles sont complètes selon les exigences documentaires minimales, si les documents ont bien été signés, et si les offres sont généralement correctes, entre autres indicateurs pouvant être</p>

	utilisés à ce stade. Le PNUD se réserve le droit de rejeter toute offre à ce stade.
29. Évaluation de l'éligibilité et de la qualification	<p>29.1 L'éligibilité et la qualification du soumissionnaire seront évaluées en comparant celles du soumissionnaire aux exigences minimales d'éligibilité et de qualification indiquées dans la section 4 (Critères d'évaluation).</p> <p>29.2 En termes généraux, les fournisseurs qui remplissent les critères suivants peuvent être considérés comme qualifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Ils ne font pas partie, selon la Résolution 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU, de la liste de terroristes et de ceux qui les financent établie par le Comité, et de la liste de fournisseurs inéligibles du PNUD ; b) Ils ont une bonne situation financière et ont accès à des ressources financières appropriées pour exécuter le contrat et assumer tous les engagements commerciaux existants ; c) Ils disposent de l'expérience similaire nécessaire, de l'expertise technique, de capacités de production le cas échéant, de certificats de qualité, de procédures d'assurance qualité ainsi que d'autres ressources applicables à la prestation des services requis ; d) Ils respectent pleinement les Conditions générales du contrat du PNUD ; e) Ils n'ont pas d'antécédents de décisions arbitrales ou du tribunal contre le soumissionnaire ; f) Ils ont un historique de performance rapide et satisfaisante auprès de leurs clients.
30. Évaluation des offres techniques et des prix	<p>30.1 L'équipe d'évaluation examine et évalue les offres au regard de leur conformité au tableau des exigences et des spécifications techniques et à d'autres documents fournis en appliquant la procédure indiquée dans la fiche technique et d'autres documents de l'appel d'offres. Si nécessaire et déclaré dans la fiche technique, le PNUD peut inviter les soumissionnaires techniquement conformes à faire une présentation au sujet de leurs offres techniques. Les conditions de la présentation sont fournies dans le document d'offre lorsque nécessaire.</p>
31. Devoir de précaution	<p>31.1 Le PNUD se réserve le droit de se livrer à un exercice de vérification visant à s'assurer de la validité des informations fournies par les soumissionnaires. Cet exercice est pleinement documenté et peut comprendre, sans toutefois s'y limiter, tout ou partie des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Vérifier que les informations fournies par le soumissionnaire sont exactes, correctes et authentiques ; b) Valider le degré de conformité aux exigences de l'appel d'offres et aux critères d'évaluation au regard de ce qui a été constaté à ce stade par l'équipe d'évaluation ; c) Demander des renseignements et vérifier les références auprès d'organismes gouvernementaux compétents ayant juridiction sur le soumissionnaire concerné, auprès de précédents clients, ou auprès de toute autre entité ayant pu avoir des relations d'affaires avec ledit soumissionnaire ; d) Demander des renseignements et vérifier les références auprès de précédents clients concernant l'exécution des contrats en cours ou complétés, notamment des inspections physiques des travaux précédents, si nécessaire ; e) Inspecter physiquement les bureaux du soumissionnaire, les succursales ou autres établissements d'un soumissionnaire dans lesquels il exploite son

	<p>activité, avec ou sans préavis ;</p> <p>f) D'autres moyens que le PNUD pourra juger opportuns, à tout stade du processus de sélection, avant l'adjudication du contrat.</p>
32. Clarification des offres	<p>32.1 Afin de faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le PNUD peut, à sa discrétion, demander à tout soumissionnaire des éclaircissements au sujet de son offre.</p> <p>32.2 La demande d'éclaircissements du PNUD ainsi que la réponse se font par écrit, et aucune modification des prix ou du contenu de l'offre ne peut être demandée, proposée ou autorisée, sauf pour fournir des éclaircissements et confirmer la correction de toute erreur de calcul découverte par le PNUD lors de l'évaluation des offres, conformément à l'appel d'offres.</p> <p>32.3 Les éclaircissements non sollicités fournis par un soumissionnaire au titre de son offre qui ne constituent pas une réponse à une demande du PNUD ne sont pas pris en compte lors de l'examen et de l'évaluation de l'offre.</p>
33. Conformité des offres	<p>33.1 Le PNUD évalue la conformité des offres en se basant sur leur contenu. Une offre est considérée comme essentiellement conforme si elle respecte l'ensemble des termes, conditions, spécifications et autres exigences de l'appel d'offres sans dérogation, réserve ou omission importantes.</p> <p>33.2 Si une offre n'est pas essentiellement conforme, elle est rejetée par le PNUD et ne peut pas être ultérieurement mise en conformité par le soumissionnaire en corrigeant les dérogations, réserves ou omissions importantes.</p>
34. Défauts de conformité, erreurs réparables et omissions	<p>34.1 À condition qu'une offre soit essentiellement conforme, le PNUD peut lever tout défaut de conformité ou toute omission de ladite offre qui ne constitue pas selon lui pas une dérogation importante.</p> <p>34.2 Le PNUD peut demander au soumissionnaire de fournir les informations ou les documents nécessaires, dans un délai raisonnable, pour rectifier les défauts de conformité ou omissions de l'offre relatifs aux exigences en matière de documentation. Une telle omission ne peut se rapporter à un quelconque aspect du prix de l'offre. L'offre peut être rejetée si le soumissionnaire ne se conforme pas à cette demande.</p> <p>34.3 En ce qui concerne les offres ayant passé l'examen préliminaire, le PNUD vérifie et corrige les erreurs de calcul comme suit :</p> <p>a) En cas de divergence entre le prix unitaire et le total du poste concerné, obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire prévaudra et le total du poste sera corrigé, sauf si le PNUD estime que la position de la virgule du prix unitaire est manifestement erronée, auquel cas le total du poste indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;</p> <p>b) En cas d'erreur dans le calcul d'un total correspondant à l'addition ou à la soustraction de sous-totaux, les sous-totaux prévaudront et le total sera corrigé ;</p> <p>c) En cas de divergence entre des montants en lettres et en chiffres, le montant en lettres prévaudra, sauf s'il est lié à une erreur de calcul, auquel cas le montant en chiffres prévaudra.</p> <p>34.4 Si le soumissionnaire n'accepte pas une correction d'erreur à laquelle le PNUD</p>

	aura procédé, son offre sera rejetée.
E. ADJUDICATION DU CONTRAT	
35. Droit d'accepter, de rejeter ou de déclarer non conformes tout ou partie des offres	35.1 Le PNUD se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute offre, de déclarer tout ou partie des offres non conformes, et de rejeter toutes les offres à tout moment avant l'adjudication du contrat, sans engager sa responsabilité ou être tenu d'informer le ou les soumissionnaires concernés des motifs de sa décision. En outre, le PNUD n'est pas tenu d'attribuer le contrat à l'offre de prix le plus bas.
36. Critères d'adjudication	36.1 Avant l'expiration de la période de validité des offres, le PNUD attribue le contrat au soumissionnaire qualifié et éligible dont l'offre est considérée comme étant conforme aux exigences du tableau des exigences et des spécifications techniques et qui propose le prix le plus bas.
37. Analyse	37.1 Si un soumissionnaire n'est pas retenu, il peut demander à se réunir avec le PNUD pour procéder à une analyse. Telle analyse vise à évoquer les atouts et les faiblesses de l'offre du soumissionnaire pour l'aider à améliorer ses futures offres lors de perspectives d'achats du PNUD. Le contenu d'autres offres et leur comparaison à l'offre du soumissionnaire ne sont pas évoqués.
38. Droit de modification des exigences lors de l'adjudication du contrat	38.1 Lors de l'adjudication du contrat, le PNUD se réserve le droit de modifier la quantité des biens ou des services dans une limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du total de l'offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions générales.
39. Signature du contrat	39.1 Le soumissionnaire retenu signe et date le contrat et le retourne au PNUD sous quinze (15) jours à compter de sa date de réception. S'il ne le fait pas, le PNUD a des raisons suffisantes pour annuler l'adjudication et retirer la garantie de soumission, le cas échéant, et peut dans ce cas attribuer le contrat au deuxième soumissionnaire le mieux placé ou faire un autre appel d'offres.
40. Type de contrat et conditions générales	40.1 Les types de contrat à signer et les Conditions générales du contrat applicables du PNUD, tel qu'indiqué dans la fiche technique, peuvent être consultés à l'adresse http://www.undp.org/content/undp/fr/home/operations/procurement/overview.html
41. Garantie de bonne exécution	41.1 Une garantie de bonne exécution, si elle est exigée dans la fiche technique, est fournie au montant et dans le formulaire indiqués dans la fiche technique disponible à l'adresse https://popp.undp.org/UNDP_POPP_DOCUMENT_LIBRARY/Public/PSU_Solicitation_Formulaire%20de%20Garantie%20de%20Bonne%20Execution_FR.docx dans un délai de quinze (15) jours à compter de la signature du contrat par les deux parties. Si une garantie de bonne exécution est requise, le reçu de la garantie de bonne exécution par le PNUD est essentiel pour que le contrat prenne effet.

<p>42. Garantie bancaire de restitution d'avance</p>	<p>42.1 Le PNUD a pour principe de ne pas verser d'avances sur les contrats, à moins que ses intérêts ne l'exigent (c'est-à-dire qu'il ne verse pas de paiement sans avoir encore reçu les produits). Si une restitution d'avance est autorisée en vertu de la fiche technique et dépasse 20 % du prix total du contrat, ou 30 000 dollars des États-Unis, selon la valeur la plus basse, le soumissionnaire présente une garantie bancaire à hauteur du montant total de la restitution d'avance dans le formulaire disponible à l'adresse https://popp.undp.org/UNDP_POPP_DOCUMENT_LIBRARY/Public/PSU_Solicitation_Formulaire%20de%20Garantie%20de%20Restitution%20D%E2%80%99Avance_FR.docx.</p>
<p>43. Indemnité forfaitaire</p>	<p>43.1 Le PNUD applique une indemnité forfaitaire pour les dommages ou risques causés au PNUD découlant de retards du contractant ou de la violation de ses obligations en vertu du contrat si une telle indemnité est indiquée dans la fiche technique.</p>
<p>44. Dispositions en matière de paiement</p>	<p>44.1 Le paiement sera seulement effectué après l'acceptation de la part du PNUD des biens ou des services fournis. Le paiement se fait dans un délai de trente (30) jours après réception de la facture et de l'attestation d'acceptation du travail délivrée par l'autorité compétente du PNUD qui supervise directement le contractant. Le paiement s'effectuera par transfert bancaire dans la devise du contrat.</p>
<p>45. Contestation des fournisseurs</p>	<p>45.1 La procédure de contestation mise à la disposition des fournisseurs par le PNUD permet aux personnes ou sociétés auxquelles un contrat n'a pas été attribué dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence de faire appel. Si un soumissionnaire estime ne pas avoir bénéficié d'un traitement équitable, le lien suivant fournit des informations supplémentaires quant aux procédures de contestation mises à la disposition des fournisseurs par le PNUD : https://www.undp.org/content/undp/en/home/procurement/business/protest-and-sanctions.html</p>
<p>46. Autres dispositions</p>	<p>46.1 Dans le cas où le soumissionnaire propose un prix plus bas au gouvernement hôte (par exemple l'administration de services généraux du Gouvernement fédéral des États-Unis d'Amérique) pour des services similaires, le PNUD a le droit à ce même prix. Les Conditions générales du PNUD prévalent.</p> <p>46.2 Le PNUD a le droit de recevoir le même prix offert par le même contractant dans des contrats avec l'ONU ou avec les organismes des Nations Unies. Les Conditions générales du PNUD prévalent.</p> <p>46.3 L'ONU a mis en place des restrictions sur l'emploi des (anciens) membres du personnel de l'ONU impliqués dans les procédures d'achat en vertu de la circulaire ST/SGB/2006/15 http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=ST/SGB/2006/15&referer=/english/&Lang=F.</p>

SECTION 3. Fiche technique

Les données suivantes pour les biens et les services à acheter complètent, supplémentent ou modifient les dispositions de l'appel d'offres dans le cas d'un conflit entre les instructions destinées aux soumissionnaires, la fiche technique et d'autres annexes ou références jointes à ladite fiche technique, et les dispositions de la fiche technique prévalent.

Numéro de fiche technique	Référence à la section 2	Données	Instructions ou exigences particulières
1	7	Langue de l'offre :	French
2		Dépôt d'offres pour des parties ou sous-parties du tableau des exigences (offres partielles)	Not Allowed Offre partielle non autorisée.
3	20	Autres types d'offres	Shall not be considered Autres types d'offres non autorisées
4	21	Conférence préalable à l'offre	Will be Conducted Heure : 11 h 00 Date : [Jeudi 15 juillet 2021 Lieu : Salle des conférences des Opérations au Bureau PNUD RCA à Bangui La personne référente du PNUD pour la conférence est : Services des achats du PNUD RCA Téléphone : : Courriel : procurement.cf@undp.org
5	16	Durée de validité de l'offre	90 days
6	13	Garantie de soumission	Required in the amount of USD__6.000__ Garantie bancaire de soumission requise USD 6.000 (six mille). Formulaires de garantie de soumission acceptables <ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantie bancaire (voir le modèle de la section 8)
7	41	Paie ment de l'avance de	Allowed up to a maximum of __30__% of contract value

		démarrage de la signature du contrat	contre remise de caution bancaire d'avance de démarrage de montant équivalent
8	42	Indemnité forfaitaire	Will be imposed as follows: Pourcentage du prix du contrat par jour de retard : 1% par jour ouvrable de travail effectif Nombre maximal de jours de retard 10 jours après lequel le PNUD peut mettre fin au contrat.
9	40	Garantie de bonne exécution	Required in t he amount of USD__10% du montant total du contrat
10	12	Devise de l'offre	United States Dollar
11	31	Date limite de dépôt des demandes d'éclaircissement et des questions	2 jours calendaires avant la date limite de remise des offres soit le dimanche 08 août 2021
12	31	Coordonnées de la personne à qui adresser les demandes d'éclaircissement et les questions	Personne référente au PNUD : procurement.cf@undp.org Adresse :PNUD RCA Courriel : procurement.cf@undp.org
13	18, 19 et 21	Mode de diffusion des informations complémentaires à l'appel d'offres et des réponses et éclaircissements demandés	Posted directly to eTendering
14	23	Date limite de dépôt des offres	Heure limite déterminée dans le système E-tendering. La date limite des remises des offres étant le mardi 10 août 2021 Pour dépôt sur le système eTendering - tel qu'indiqué dans le système eTendering Noter que le fuseau horaire du système est UTC-05:00/UTC-04:00 (New York).
14	22	Manière autorisée de dépôt des offres	<input type="checkbox"/> Courrier/remise en main propre <input type="checkbox"/> Courriel <input checked="" type="checkbox"/> Système e-Tendering
15	22	Adresse de dépôt des offres	<u>Non applicable. Les offres seront remises exclusivement par le système E-tendering</u> [Pour la méthode eTendering, consulter le lien ci-dessous et insérer les informations sur le numéro de l'événement] https://etendering.partneragencies.org Event ID: 0000010052

16	22	Exigences en matière de dépôt électronique (courriel ou système eTendering)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Format : Fichiers PDF seulement ▪ Le nom des fichiers doit comporter un maximum de 60 caractères et ne doit pas contenir de lettres ou de caractères spéciaux ne faisant pas partie de l'alphabet ou clavier latin. ▪ Aucun fichier ne doit comporter de virus ou être corrompu. ▪ Taille maximum des fichiers par transmission : 45 mo mais plusieurs fichiers de cette taille peuvent être téléchargés pour une soumission dans le système E-tendering ▪ Objet obligatoire du courriel : NON APPLICABLE, LA SOUMISSION SE FAIT PAR LE SYSTEME E-TENDERING] ▪ Les documents requis dans l'original (par exemple la garantie de soumission) doivent être envoyés à l'adresse ci-dessous, accompagnés d'une copie PDF soumise dans le cadre du dépôt électronique : Bureau du PNUD RCA,]
17	25	Date, heure et lieu d'ouvertures des offres	<p>Date et heure : SYSTEME ETENDERING]</p> <p>Lieu : SYSTEME ETENDERING</p> <p>Dans le cas d'un dépôt sur le système eTendering, les soumissionnaires recevront une notification automatique une fois que leur offre aura été ouverte.</p>
18	27, 36	Méthode d'évaluation pour l'adjudication d'un contrat	Offre techniquement conforme, éligible et qualifiée au prix le plus bas.
19		Date prévue pour l'entrée en vigueur du contrat	<i>septembre 1, 2021</i>
20		Durée maximum prévue du contrat	45 (quarante cinq) jours de travail effectifs limités à 60 jours calendaires se terminant le 04 novembre 2021
21	35	Le PNUD attribuera le contrat à :	One Proposer Only Un seul soumissionnaire
22	39	Type de contrat	Contract for Goods and/or Services to UNDP http://www.undp.org/content/undp/fr/home/operations/procurement/overview.html
23	39	Conditions générales du contrat du PNUD qui s'appliqueront	UNDP General Terms and Conditions for Contracts http://www.undp.org/content/undp/fr/home/operations/procurement/overview.html
24		Autres informations relatives à l'AO : VISITE DE SITE DES TRAVAUX, RECOMMANDEE	<u><i>Une visite de site dont l'attestation correspondante, complétée suivant le formulaire F, est fortement recommandée mais non éliminatoire. Elle aura lieu du jeudi 22 au jeudi 29 juillet 2021,, entre 12 h et 13 h00 sur le site de la CPS. Les orientations pourront être faites pendant les jours retenus de la visite de site à partir du Service Achats dans les</i></u>

SECTION 4 Critères d'évaluation

Critères d'examen préliminaire

Les offres seront examinées pour déterminer si elles sont complètes et déposées conformément aux exigences de l'appel d'offres selon les critères ci-dessous selon un système de réponses Oui/Non :

- Signatures appropriées
- Procuration
- Documents minimum fournis

Les pièces dont l'absence de la soumission est éliminatoire sont :

- 1) La Note de la présentation de la structure soumissionnaire précisant la date de création, les principaux domaines d'activités, les principaux partenaires techniques et les arrangements de financements existants, les principaux clients par types d'activités et les chiffres d'affaires correspondants et les adresses mails pour les joindre, les effectifs du personnel suivant leurs qualifications, les moyens matériels et financiers, le système d'assurance qualité, et l'organigramme.
La caution bancaire de garantie de soumission dont la copie devra être comprise dans la soumission dans E-tendering, et l'original envoyé l'adresse postale du PNUD RCA avec accusé de réception..
 - 2) **Les pièces administratives** : registre de commerce, attestation administrative de fonctionner, attestations de mise à jour fiscale et de sécurité sociale à jour en cours de validité à la date de la soumission, états financiers comptables certifiés des exercices 2018, 2019 et 2020.
 - 3) La proposition technique comprenant : 1) la note méthodologique de compréhension du projet et la Note Technique de l'approche de sa mise en œuvre dont le référentiel des prestations de nature, volume et complexité similaires, avec renseignement des adresses mail des personnes physiques ayant supervisé lesdits marchés pour le compte du client ; 2) les curriculum vitae détaillé du personnel clé proposé pour la réalisation du projet précisant, pour chacun (e), son poste d'affectation avec une attestation sur l'honneur de disponibilité sur la période de mise en œuvre du projet, 3) les moyens matériels, 3) le chronogramme de mise en œuvre du projet.
 - 4) L'offre financière détaillée et l'offre financière ventilée par activités : 1) acquisition des équipements et fournitures
- Propositions techniques et financières soumises séparément
 - Validité de la soumission
 - Garantie de soumission présentée selon les exigences du DAOP avec période de validité conforme

Critères d'éligibilité et de qualification minimum

L'éligibilité et la qualification seront évaluées selon un système de réponses Réussi/Échoué.

Si l'offre est déposée en tant que coentreprise, consortium ou partenariat, chaque membre doit remplir les critères minimums sauf autrement indiqué.

Objet	Critères	Exigence en matière de dépôt des documents
ÉLIGIBILITÉ		
Statut juridique	Le fournisseur est une entité enregistrée légalement.	Formulaire B : Formulaire d'information sur le soumissionnaire
Éligibilité	Un fournisseur n'est pas suspendu, exclu ou autrement désigné comme inéligible par tout organisme des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale.	Formulaire A : Formulaire de soumission de l'offre
Conflit d'intérêts	Aucun conflit d'intérêts conformément à la clause 4 de l'appel d'offres.	Formulaire A : Formulaire de soumission de l'offre
Faillite	Aucune faillite déclarée, aucune implication dans une faillite ou dans des procédures de cessation de paiement, et aucun jugement ni action légale en cours contre le fournisseur qui pourrait nuire à ses opérations dans un futur proche.	Formulaire A : Formulaire de soumission de l'offre
Certificats et licences	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dûment autorisé à agir en qualité d'agent au nom du fabricant, ou une procuration, si le soumissionnaire n'est pas le fabricant ▪ Nomination officielle en tant que représentant local, si le soumissionnaire dépose une offre pour le compte d'une entité située en dehors du pays ▪ Les brevets, si les technologies proposées dans l'offre sont brevetées par le soumissionnaire ▪ Les licences d'exportation ou d'importation, si applicable 	Formulaire B : Formulaire d'information sur le soumissionnaire
	▪ Tout critère supplémentaire si nécessaire	
QUALIFICATION		
Antécédents de contrats inexécutés¹	L'inexécution d'un contrat n'a pas découlé d'une faute de la part du contractant au cours des 3 dernières années.	Formulaire D : Formulaire de qualification
Antécédents de	Aucun antécédent de décisions du tribunal ou de décisions	Formulaire D :

¹ L'inexécution, comme décidé par le PNUD, comprend tous les contrats pour lesquels (a) l'inexécution n'a pas été contestée par le contractant, notamment au moyen d'un renvoi au dispositif de règlement des différends en vertu du contrat concerné, et (b) les contrats qui ont été ainsi contestés mais n'ont pas été pleinement réglés relativement au contractant. L'inexécution n'englobe pas les contrats pour lesquels la décision de l'employeur a été rejetée par le dispositif de règlement des différends. L'inexécution doit être basée sur l'ensemble des informations sur les différends ou contentieux pleinement réglés, c'est-à-dire un différend ou un contentieux qui a été réglé conformément au dispositif de règlement des différends en vertu du contrat concerné et dans le cas où toutes les instances d'appel disponibles au soumissionnaire ont été épuisées.

contentieux	arbitrales contre le soumissionnaire au cours des 3 dernières années.	Formulaire de qualification
Expériences antérieures	Minimum 5 ans d'expérience pertinente dans la fourniture et l'installation des équipements de sonorisation ainsi que la formation du personnel d'exploitation et du personnel utilisateur.	Formulaire D : Formulaire de qualification
	Minimum 2 contrats de valeur, nature et complexité similaires mis en œuvre au cours des 5 dernières années. <i>(Pour la coentreprise, le consortium ou le partenariat, toutes les parties doivent respecter simultanément cette exigence)</i>	Formulaire D : Formulaire de qualification
Situation financière	Chiffre d'affaires annuel minimal de 250.000 dollars É.-U. correspondant à XAF 145.000.000 (cent quarante cinq millions) au cours des 3 dernières années. <i>(Pour la coentreprise, le consortium ou le partenariat, toutes les parties doivent respecter simultanément cette exigence).</i>	Formulaire D : Formulaire de qualification
	Le soumissionnaire doit montrer la solidité actuelle de sa situation financière et indiquer sa rentabilité potentielle à long terme. <i>(Pour la coentreprise, le consortium ou le partenariat, toutes les parties doivent respecter simultanément cette exigence).</i>	Formulaire D : Formulaire de qualification
Évaluation technique	Les offres financières sont évaluées sur un système Réussi/Échoué en ce qui concerne le respect ou non-respect des spécifications techniques désignées dans le document d'offre.	Formulaire E : Formulaire d'offre technique
Évaluation financière	Analyse détaillée du barème de prix, sur la base des exigences listées dans la section 5, qui a été proposé par les soumissionnaires dans le formulaire F. La comparaison des prix doit être basée sur le prix proposé, qui comprend le transport, l'assurance et le coût total de propriété (y compris les pièces détachées, la consommation, l'installation, la mise en service, la formation, les conditionnements spéciaux, etc., si applicable) Comparaison avec des estimations de budget ou estimations internes.	Formulaire F : Formulaire de barème de prix
	Tout critère supplémentaire si nécessaire	

SECTION 5A : Tableau des exigences et spécifications techniques/Détail quantitatif estimatif

CAHIERS DES CHARGES FOURNITURE ET INSTALLATION D'EQUIPEMENTS DE SONORISATION DE LA SALLE D'AUDIENCE DE LA COUR PENALE SPECIALE (CPS)

I. Contexte du projet

Selon les dispositions de l'article 118, Point F de la loi n°18.010 du 2 juillet 2018 portant Règlement des Preuves et des Procédures devant la Cour Pénale Spéciale (CPS) de la République centrafricaine, il est prévu l'utilisation des moyens de télécommunication audiovisuelles lors du déroulement des débats lorsque les nécessités de l'audience le justifient.

De manière particulière et pour des besoins de protection des victimes et témoins, la loi précitée, notamment en ses articles 151, point D/d prévoit que les organes de la Cour recueillent les dépositions des témoins par des moyens électroniques ou d'autres moyens spéciaux, y compris ceux altérant l'image ou la voix, ceux audiovisuels dont la vidéoconférence ou la télévision en circuit fermé, ou des moyens acoustiques.

Les prescrits de l'article 155, Point G renforce le souci du législateur centrafricain, de voir les témoins être protégés durant la procédure judiciaire, en ce compris pendant les confrontations, en leur permettant d'être entendu en application des dispositions du paragraphe A du même article, par l'intermédiaire d'un dispositif technique permettant l'audition du témoin à distance ou à faire interroger le témoin par son avocat par ce même moyen. Ce qui peut amener à rendre la voix du témoin non identifiable par des procédés techniques appropriés.

Ainsi donc, le bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à Bangui, à travers le « Projet conjoint d'appui au fonctionnement de la CPS » se propose de sélectionner une entreprise spécialisée en audio-visuel pour en vue de la fourniture et de l'installation d'un système de sonorisation de la salle d'audience de la Cour Pénale Spéciale (CPS).

Au présent document sont annexés les spécifications techniques.

II. Objectifs du projet

Le présent cahier des charges a pour objet la fourniture et l'installation du système audiovisuel de la salle d'audience de la Cour pénale spéciale.

La solution fournira les fonctionnalités suivantes :

- Procédures judiciaires au format numérique pour un examen facile et les enregistrements de manière accessible et sécurisée.

- Surveillance de toutes les entrées du microphone et commutation automatique du flux vidéo pour se concentrer sur la personne ayant la parole ;
- Transcription automatique des fichiers audios en format .txt et .docx (Word) ;
- Effets de brouillage de la voix et de flou du visage pour protéger les participants sensibles comme les victimes et les témoins ;
- Fonctionnalité de présentation des preuves pouvant être affichées sur des moniteurs à écran plat ;
- Intégration avec des installations de diffusion pour plus de places dans la Cour ;
- Intégration avec CMS (Content Management System) pour gérer toutes les procédures dans les salles d'audience ;

Ces fonctionnalités techniques visent à être aussi générales que possible et elles ont été maintenues volontairement et devraient être observées pour toutes les variantes que proposerait l'entrepreneur et dans lesquelles ces appareils ou équipements figureront. Les installations devront être dotées des technologies et des systèmes d'information sonores répondant aux exigences de performance et de fonctionnement des bâtiments.

Ces exigences sont principalement les suivantes :

1. Diffusion et intelligibilité des messages (pour les participants et le public)
2. Garantir une souplesse d'exploitation, notamment au niveau des salles (audience et réunions).
3. Assurer la disponibilité des équipements grâce à la redondance des équipements d'amplification et des réseaux d'alimentations des HPs et à un réseau de télémaintenance.

– **Equipe en charge de l'activité**

Une équipe technique, dont composition est la suivante, sera en charge de la planification, du suivi de la mise en œuvre du projet ainsi que de la certification de ses résultats :

1. Le Conseiller Technique Principal du Projet d'appui au fonctionnement de la Cour Pénale Spéciale,
2. L'Unité ICT/PNUD/CPS,
3. 'Unité sécurité de la CPS, l'Unité logistique de la CPS, les ingénieurs du PNUD et le Greffier en chef de la CPS.

Cette équipe :

- Fera la revue et validera les phases de choix (Liste des équipements suivant les spécifications techniques, planning des travaux) ;
- Veillera au respect des délais du projet ;
- Fournira les informations nécessaires au prestataire sélectionné ;
- Fera la revue et procédera aux réceptions provisoire et définitive et validera le rapport final des travaux.

Etendue des attributions et responsabilités du prestataire

Le prestataire sélectionné aura la charge de :

Fournir et installer le système tel que spécifié ci-dessous :

- Fourniture des équipements ;
- Installation de l'ensemble des équipements y compris les logiciels ;
- Effectuer la consultation sur place (à Bangui) ;
- Former les techniciens ;
- Respecter les délais proposés dans l'offre et le planning de réalisation ;

III. Acquisitions des équipements et fournitures et services attendus du fournisseur

Les équipements, fournitures et prestations attendues du fournisseur, sont résumées, ci-après, de façon non exhaustive :

- La livraison de tous les matériels entrant dans l'installation du système ;
- Un inventaire complet des équipements fournis avec leurs spécifications techniques ainsi que leur prix ;
- Un schéma de câblage normalisé détaillant les raccordements de chaque élément de l'installation ;
- Un carnet de câbles détaillé et précis mentionnant les longueurs et références de câbles, la nomenclature, la description et le positionnement des boîtiers terminaux de l'installation ;
- Dans le cas où des équipements seraient fabriqués spécifiquement pour cette installation (brides de fixation des deux écrans sur leur platine VESA ou cerclage de fixation des hautparleurs par exemple) un dessin coté permettant la reproduction de ces éléments sera fourni dans le projet ;
- Dans le cas où des câbles sur mesure seraient utilisés pour les installations, un schéma détaillé normalisé sera fourni ;
- Dans le cas où les équipements utiliseraient un système de configuration par ordinateur personnel (liaison série USB ou réseau), les logiciels et câbles de raccordement nécessaires au paramétrage des équipements ainsi que les fichiers de programmation seront fournis ;
- Tous les programmes sources modifiés ou créés pour ces travaux devront être remis (complets compilés et non compilés) afin de permettre des modifications ultérieures par toute société (maintenance ou évolution). Les fichiers de paramétrage font partie du projet et la propriété intellectuelle y afférente sera transférée lors de la recette technique ;
- Formation et transfert de compétences (y compris les guides utilisateur et administrateur) ;
- Fourniture de la documentation de garantie ;
- Documents techniques de conception du réseau.

Le soumissionnaire procédera à une description générale de son offre : infrastructure et technologie utilisées, architecture et moyens d'administration, évolutivité et niveau de sécurisation de son réseau (redondance des infrastructures, plans de secours, etc...), niveau de sécurisation des interconnexions etc....

Le soumissionnaire détaillera ensuite l'ensemble des éléments suivants :

- ✓ Les caractéristiques techniques du service telle que : type d'applications et de trafics supportés, type de raccordements supportés, modalités d'accès logiques ou physiques, interfaces, protocoles, débits garantis, etc.
- ✓ Les dispositions prises pour assurer la confidentialité des données transportées,

- ✓ Les éléments mesurables et significatifs de qualité de service tels que : continuité de service, disponibilité, temps de rétablissement, etc.

IV. Formation du personnel utilisateur

Le soumissionnaire devra délivrer les formations suivantes au personnel technique en charge de l'opérationnalisation et de la maintenance courante des équipements et des installations :

1. Formation du personnel technique sur les installations et les procédures de leur exploitation et de leur maintenance.
2. La formation sur les principales fonctions de l'installation dans les conditions prévues par le PNUD et la CPS ;

Délai d'exécution et modalités de mise en œuvre du projet

IV.1 Délai d'exécution des travaux

La durée du projet comprenant la fourniture des équipements de sonorisation, leur installation et la formation du personnel utilisateur, sera de 45 (quarante-cinq) jours de travail effectifs étendus sur une période ne dépassant pas 60 (soixante) jours calendaires

IV.2 Site des travaux

L'ensemble des fournitures et services d'installation des équipements de sonorisation de même que la formation du personnel utilisateur seront prestés sur le site de la Cour Pénale Spéciale sise dans les locaux de l'ancien Tribunal de Grande Instance de Bangui au 1^{er} Arrondissement dans le Centre-Ville.

IV.3 Appui du PNUD au prestataire

Le PNUD fournira au prestataire retenu :

- Le plan du bâtiment ;
- Et toutes autres documentations et informations sur les installations existantes et les locaux concourant à faciliter les travaux à réaliser par le prestataire

IV.4 Pièces à fournir par le prestataire

Avant tout commencement d'exécution des travaux, l'attributaire du marché devra produire le plan d'exécution des travaux. Le Plan devra être validé par l'équipe du PNUD, dans le délai d'au plus 2 (deux) jours ouvrables, afin d'assurer que le câblage qui sera fait n'affectera le bon

fonctionnement du pas réseau existant :

Le Plan devra contenir les éléments ci-dessous :

1. Les schémas de principe généraux et détaillés des installations
2. Le schéma de câblage et d'installation des équipements (caméras, baie, serveur, terminaux de visualisation, microphones etc.) ;
3. L'organisation du projet ;
4. Les plans d'assurance qualité ;
5. Le calendrier définitif détaillé ;

V. Organisation et suivi des travaux

V.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement sera organisée avec le Maître d'ouvrage, d'une part, le soumissionnaire et les éventuels sous-traitants, d'autre part. Cette réunion devra définir toutes les règles de :

1. Communication et fonctionnement dans le cadre de la réalisation du projet
2. Réunions de chantier, leur date, leur fréquence
3. Le calendrier,
4. Le plan d'assurance qualité

V.2 Organisation du chantier

Tous les ouvrages seront réalisés selon les règles de l'art et remis en parfait état de fonctionnement. Le titulaire (Le prestataire retenu) prendra à sa charge toutes les dispositions utiles pour le maintien en service des ouvrages de canalisation, conduites, câbles ou ouvrages de toute nature rencontrés pendant l'exécution des travaux. S'il survient un dommage, le Titulaire en informera le maître d'ouvrage.

V.3 Suivi du chantier

Si des retards dans la mise en œuvre du calendrier des travaux ou d'autres difficultés venaient à être constatées lors de la réalisation des travaux, le titulaire devra en avertir par courrier la maîtrise d'ouvrage, l'Analyste ICT du projet CPS, en indiquant les causes de celles-ci ainsi que les mesures proposées pour les résoudre.

V.4 Réunions spécifiques

Des réunions spécifiques, à l'initiative de la maîtrise d'ouvrage ou du titulaire et pour les besoins du bon déroulement du projet, pourront être organisés sur un sujet précis. Un compte rendu restituera les sujets discutés et les conclusions de ces réunions et sera établi par le titulaire.

V.5 Réception des fournitures et de leurs installations

Pour procéder aux contrôles, aux essais et à la réception des fournitures et des travaux, le titulaire fournira à ses frais l'ensemble du matériel qui sera nécessaire et les personnels qualifiés pour les mener. Les tests et mesures du bon contrôle du matériel et des prestations demeurent à la charge de l'entreprise et se font sous son entière responsabilité.

Un test (un procès fictif) sera organisé par le titulaire en collaboration avec l'ensemble du corps judiciaire de la CPS.

V.6 Contrôle de qualité matériel additionnel

Le titulaire fournira les certificats de conformité signés par le fabricant ou le distributeur, certifiant que les équipements ont été produits et livrés conformément aux normes et spécifications du présent Cahier des Charges.

Le titulaire devra systématiquement procéder aux tests, par ses propres moyens, des équipements installés. Cette assurance qualité du prestataire portera sur les éléments suivants :

1. Paramétrage des systèmes ;
2. Qualité et fluidité des images et sons ;
3. Qualité, fiabilité et performance des matériels mis en œuvre ;
4. Bonne et complète réalisation des ouvrages ;
5. Conformité aux documents contractuels ;
6. Conformité aux normes et réglementations en vigueur ;

V.7 Vérifications qualitatives

Des vérifications qualitatives, sur demande du Maître d'ouvrage, l'Analyste ICT de la CPS, pourront être réalisées après exécution des travaux.

Ces vérifications, qui visent à s'assurer de la bonne exécution des prestations à la charge du titulaire en rapport avec les spécifications du cahier des charges

Dans le cas où ces vérifications révéleraient des non-conformités, au regard du cahier des charges, le titulaire devra y remédier à ses frais dans les délais contractuels d'exécution.

Tout remplacement de matériels non conforme, tous travaux destinés à remédier aux non-conformités mises en évidence pourront donner lieu à une nouvelle vérification qualitative. Un procès-verbal consignera les fournitures et travaux ayant satisfait aux opérations de vérification.

V.8 Réception provisoire des installations

Une réception provisoire des fournitures des équipements et de leurs installations sera prononcée au plus tard 65 jours calendaires pour compter de la date de l'ordre de commencement des travaux.

La réception provisoire consiste à vérifier la conformité des prestations et des travaux exécutés par le titulaire au regard des normes en vigueur et des dispositions contractuelles figurant en particulier au présent Cahier des charges.

Les opérations de réception portent sur les points suivants :

Le contrôle des essais des installations consiste à vérifier que le titulaire satisfait aux tests ci-dessous :

- Consistance des réalisations ;
- Solidité des fixations ;
- Paramétrage des systèmes ;
- Réglage des organes (présentation et floutage des voix pour les témoins) ;
- Mesures des qualités de transmission ;
- Qualité des prestations et des finitions ;
- Sécurisation des éléments ;
- Supervision.

VI- Qualifications du fournisseur et composition de l'offre

Organisation, expérience et qualification du prestataire

Le prestataire doit avoir le profil suivant :

- 7 ans au minimum dans la fourniture et installation d'un système audio-visuel ;
- Justifier d'une collaboration avec au moins une institution internationale dans le domaine audio-visuel ;
- Justifier d'une expérience d'au moins 3 ans dans la formation des techniciens audio-visuels ;
- Avoir une connaissance du fonctionnement d'un tribunal national ou international ;
- Une expérience en déploiement de la technologie Justice AV Solutions serait un atout.

Personnel clé

- Chef de projet, spécialiste en audiovisuel, avec cinq (5) années d'expériences et avoir effectué trois(3) projets similaires de manière concluante ;
- Un technicien en audiovisuel, avec trois (3) années d'expériences au minimum et avoir effectué trois (3) projets similaires de manière concluante ;
- Deux techniciens en réseau informatiques avec trois (3) années d'expériences dans le domaine de câblage réseau informatique.

1- Approche de la mise en œuvre du projet

Le soumissionnaire devra remettre dans ses propositions les documents suivants :

L'offre technique comprendra, de façon non limitative, par rapport aux exigences du format de l'offre technique ainsi définie dans le formulaire de l'appel d'offres, les pièces suivantes :

- ✓ Un mémoire technique détaillant :
 1. Les marques, modèles et caractéristiques des produits additionnels si nécessaires pour la mise en œuvre de la ou les solutions proposées ;
Les spécifications techniques du matériel requis, hors le matériel additionnel, dont la spécification est à la charge du soumissionnaire, se trouve **dans l'annexe 1 (feuille de calcul Excel)**
 2. Une documentation claire et précise sur chaque matériel additionnel que le soumissionnaire jugera nécessaire à la qualité finale des installations ;
 3. Un synoptique détaillé de l'architecture du système à installer ;

4. Le cheminement des câbles à réaliser et schémas de l'installation ;
5. Les caractéristiques de pose particulières faisant l'objet de contrainte spécifique, ;
6. L'emplacement des matériels à installer (caméras, baie, Moniteur etc.) ;
7. L'organisation du projet et notamment, les intervenants pour le suivi et le pilotage du projet ;
8. La liste du personnel clé avec les CV et les matériels retenus comme nécessaires à la mise en œuvre qualitative, quantitative et dans les délais du projet ; ;
9. Le dispositif d'assurance qualité envisagé par le fournisseur que des équipements, fournitures et services de haute qualité soient livrés dans le cadre du projet ;
10. Les calendriers prévisionnels d'exécution des prestations ;
11. Les éventuels sous-traitants avec les tâches qui leur sont allouées ;
12. Les certificats de satisfaction des services faits délivrés pour les missions similaires précédentes par les autres clients du soumissionnaire.

VII- Garantie contractuelle

Les équipements, accessoires et logiciels fournis seront garantis, pièces et main d'œuvre pour une période de deux (2) ans.

Une maintenance préventive annuelle des installations sera incluse à la présente offre.

L'entreprise soumissionnaire proposera un contrat de maintenance optionnel pour couvrir intégralement ces équipements et leurs solutions logicielles pour une période totale de trois (3) ans.

VIII- Confidentialité

Le prestataire retenu pour la présente mission est tenu de respecter une stricte confidentialité vis-à-vis des tiers, pour toute information relative à la mission ou collectée à son occasion. Tout manquement à cette clause entraîne l'interruption immédiate de la mission. Cette confidentialité reste de règle et sans limitation après la fin de la mission.

IX- Réception du système

La réception de l'installation ne sera prononcée par le PNUD qu'après :

1. La réalisation du contrôle technique de la mise en service de l'ensemble des équipements ;
2. La fourniture de tous les documents tels que stipulé ci-haut ;
 1. Un guide reprenant l'ensemble des instructions nécessaires au bon fonctionnement du système (instruction utilisateur, administrateur et sauvegarde des données).
 2. Un guide pour la maintenance préventive du système et les vérifications de routine
 3. Une attestation de bon fonctionnement du système avec un rapport de mise en service

3. La réalisation complète de la formation du personnel technique, avec les résultats probants en termes d'acquisitions des savoirs et savoir-faire d'opérationnalisation des équipements et des installations et de leur maintenance courante. ;

SECTION 5B : Autres exigences connexes

Outre le tableau des exigences précédent, les soumissionnaires doivent tenir compte des exigences et conditions supplémentaires suivantes, et des services connexes nécessaires pour satisfaire les exigences : *[cochez la condition applicable au présent AO, supprimez l'entière rangée si elle ne s'applique pas aux biens fournis]*

Termes de livraison [INCOTERMS 2020] <i>(veuillez lier ceci au barème de prix)</i>	DAP
Adresse exacte de livraison ou du lieu d'installation	Cour Pénale Spéciale de Bangui
Mode de transport privilégié	Air
Transitaire privilégié par le PNUD, le cas échéant ²	^{Au} choix du contractant
Distribution des documents de transport <i>(si utilisation de transitaire)</i>	
Si nécessaire, le dédouanement sera effectué par :	Supplier
Inspection à l'usine ou avant expédition	Oui à la charge et aux diligences du contractant
Inspection à la livraison	Oui, à la charge et aux diligences du contractant, mais validation par la suite par l'Analyste Informaticien du PNUD.
Exigences en matière d'installation	Seul l'équipement testé pleinement opérationnel et satisfaisant aux spécifications du cahier des charges, avalisé par l'Analyste Informaticien sera installé.
Exigences en matière de tests	Les tests de conformité des équipements se fera avant leur installation, celui des équipements installés et des installation se fera en cours d'installation et, à la réception technique globale, avant le prononcé de la réception provisoire. La vérification de la pleine opérationnalité des équipements sera faite avant le prononcé de la réception définitive.

²Selon les [INCOTERMS](#) indiqués dans l'AO. L'utilisation d'un transitaire privilégié par le PNUD peut être envisagée afin de s'assurer de la bonne connaissance par le transitaire des procédures et des exigences en matière de documentation qui sont applicables au PNUD lors du dédouanement auprès des autorités douanières du pays de destination.

Contenu de la formation à l'exploitation et la maintenance	Formation du personnel d'exploitation à l'exploitation et à la maintenance courante des équipements et des installations. Formation de l'ensemble du personnel utilisateur à l'utilisation des équipements de sonorisation.
Mise en service	Pour compter de la date du prononcé de la réception provisoire sans réserve
Période de garantie	6 mois pour compter de la date de la réception provisoire prononcée sans réserves.
Service d'assistance local	Serait un atout. Le soumissionnaire précisera dans son offre les coordonnées de ses partenaires en RCA ou dans la sous-région et, sommairement, ses qualification
Exigences en matière d'appui technique	Oui. Pendant toute la période de garantie contractuelle de 6 (six) mois ainsi que pendant celle de la garantie fabricant de 2 ans
Exigences en matière de services après-vente	<input type="checkbox"/> Garantie des pièces et de la main-d'œuvre pour une durée minimum de 6 mois pour compter de la réception provisoire des installations <input checked="" type="checkbox"/> Appui technique <input checked="" type="checkbox"/> Offre de l'unité de services pour faciliter l'entretien ou la réparation <input type="checkbox"/> Autres [veuillez préciser]
Conditions de paiement <i>(avance maximale de 20 % du prix total, conformément à la politique du PNUD)</i>	Paiement d'une avance de démarrage de 30% du montant total du contrat contre remise d'une caution bancaire de garantie de remboursement de montant équivalent , après la signature du contrat. Validation des rapports intermédiaires : <ol style="list-style-type: none"> 1) Paiement du décompte de 50% du montant du contrat à la réception sur le site et à l'acceptation sans réserve, par le Maître d'Ouvrage, de l'ensemble des équipements de sonorisation <u>sous déduction de la proportion correspondante de l'avance de démarrage ;</u> 2) Paiement de 30% du montant du contrat, à l'installation complète des équipes, et à leur inspection satisfaisante par le Maître d'Ouvrage, <u>sous déduction de la proportion correspondante de l'avance de démarrage.</u> 3) Paiement du décompte de 10% du montant total du contrat, <u>déduction faite du solde de l'avance de démarrage</u>, à l'acceptation du rapport de

	<p>formatiion du personnel d'exploitation et du personnel utilisateur ainsi qu'au prononcé sans réserve de la réception provisoire des installations par le Maître d'Ouvrage.</p> <p>4) Paiement de 10% de la retenue de garantie, lors du prononcé de la réception définitive, sans réserve, par le Maître d'Ouvrage, des installations.</p>
Conditions de versement du paiement	<p><input checked="" type="checkbox"/> Inspection avant expédition</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Inspection à l'arrivée à destination</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Installation</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Tests</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Formation sur l'exploitation et la maintenance</p> <p><input type="checkbox"/> Autres <i>[veuillez préciser]</i></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Acceptation écrite des biens basée sur le plein respect des exigences de l'appel d'offres</p> <p>Les conditions ci-dessus s'appliqueront selon leur applicatiion ainsi que précisées dans les « conditions de paiement ».</p>
Toute la documentation, notamment les catalogues, les instructions et les manuels d'exploitation sont dans cette langue	French

SECTION 6 : Formulaires de soumission à renvoyer/liste de vérification

Le présent formulaire sert de liste de vérification pour la préparation de votre offre. Veuillez remplir les formulaires de soumission à renvoyer conformément aux instructions se trouvant dans les formulaires et les renvoyer dans le cadre du dépôt de votre offre. Aucune changement apporté au format des formulaires n'est permis est aucun remplacement n'est accepté.

Avant le dépôt de votre offre, veuillez vous assurer qu'elle respecte les instructions en matière de dépôt des offres de la fiche technique 22.

Offre technique :

Avez-vous dûment rempli tous les formulaires de soumission à renvoyer ?	
▪ Formulaire A : Formulaire de soumission de l'offre	<input type="checkbox"/>
▪ Formulaire B : Formulaire d'information sur le soumissionnaire	<input type="checkbox"/>
▪ Formulaire C : Formulaire d'information sur les coentreprises/consortiums/partenariats	<input type="checkbox"/>
▪ Formulaire D : Formulaire de qualification	<input type="checkbox"/>
▪ Formulaire E : Format de l'offre technique/Détail quantitatif estimatif	<input type="checkbox"/>
▪ Formulaire G : Validité de la garantie de soumission	<input type="checkbox"/>
▪ [Ajouter d'autres formulaires si nécessaire]	<input type="checkbox"/>
Avez-vous fourni les documents requis pour établir votre plein respect des critères d'évaluation dans la section 4 ?	<input type="checkbox"/>

Barème de prix :

▪ Formulaire F : Formulaire de barème de prix	<input type="checkbox"/>
---	--------------------------

Formulaire A : Formulaire de soumission de l'offre

Nom du soumissionnaire :	[Insérer nom du soumissionnaire]	Date :	[Sélectionner date]
Référence de l'appel d'offres :	[Insérer numéro de référence de l'AO]		

La société soussignée propose de fournir les biens et services connexes requis pour [Insérer nom des biens et services] conformément à votre appel d'offres n° [Insérer numéro de référence de l'AO] et à notre offre. Nous déposons par les présentes notre offre qui inclut l'offre technique et le barème de prix.

Notre barème de prix, ci-joint, représente une somme de [Insérer montant en lettres et en chiffres et indiquer la devise].

Nous déclarons par la présente que notre société, ses prestataires de service agréés ou ses filiales et ses employés, notamment les membres de toute coentreprise, tout consortium ou tout partenariat ou les sous-traitants ou fournisseurs de toute partie du contrat :

- a) Ne font pas l'objet d'interdictions d'achat provenant de l'ONU, notamment, sans s'y limiter, d'interdictions découlant de la Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU ;
- b) N'ont pas été suspendus, exclus ou autrement désignés comme inéligibles par tout organisme des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale ;
- c) Ne sont sujets à aucun conflit d'intérêts conformément à la clause 4 des instructions à destination des soumissionnaires ;
- d) N'emploient pas ou ne prévoient pas d'employer une personne étant ou ayant été membre du personnel de l'ONU au cours de la dernière année si elle a ou a eu des relations d'affaires avec notre société en sa qualité de membre du personnel de l'ONU au cours des trois dernières années de service avec l'ONU (conformément aux restrictions applicables après la cessation de service de l'ONU, publiées dans le document ST/SGB/2006/15) ;
- e) N'ont déclaré aucune faillite, n'ont été impliqués dans aucune faillite ou dans des procédures de cessation de paiement, et n'ont fait l'objet d'aucun jugement ni action légale en cours qui pourrait nuire à leurs opérations dans un futur proche ;
- f) Entreprennent de ne s'engager dans aucune pratique illicite, y compris, sans s'y limiter, dans la corruption, la fraude, la coercition, la collusion, l'obstruction et toute autre pratique non éthique, avec l'ONU ou toute autre partie, et de mener leurs activités d'une manière qui empêche tout risque financier, opérationnel, pour sa réputation, ou tout autre risque indu pour l'ONU, et nous servons les principes du Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies et adhérons aux principes du Pacte mondial des Nations Unies.

Nous déclarons que toutes les informations et déclarations indiquées dans la présente offre sont exactes et nous reconnaissons que toute mauvaise interprétation ou représentation y figurant pourra conduire à notre disqualification ou à des sanctions de la part du PNUD.

Nous proposons de fournir les biens et services connexes conformément aux documents de l'offre, notamment les conditions générales du contrat du PNUD, et au tableau des exigences et des spécifications techniques.

Notre offre est valide et nous oblige pour la période indiquée dans la fiche technique.

Nous comprenons et reconnaissons que vous n'êtes pas tenus d'accepter toute offre reçue.

J'atteste que je suis dûment autorisé par [Insérer nom du soumissionnaire] à signer la présente offre et y être lié si le PNUD l'accepte.

Nom : _____

Fonction : _____

Date : _____

Signature : _____

[Apposer sceau avec sceau officiel du soumissionnaire]

Formulaire B : Formulaire d'information sur le soumissionnaire

Dénomination légale du soumissionnaire	[Compléter]
Adresse légale	[Compléter]
Année d'enregistrement :	[Compléter]
Coordonnées du représentant autorisé du soumissionnaire	Nom et fonction : [Compléter] Numéros de téléphone : [Compléter] Courriel : [Compléter]
Êtes-vous un fournisseur enregistré auprès du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, [Insérer numéro de fournisseur du Portail]
Êtes-vous un fournisseur du PNUD ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, [Insérer numéro de fournisseur du PNUD]
Pays d'activité	[Compléter]
Nombre d'employés à plein temps	[Compléter]
Attestation d'assurance qualité (par exemple ISO 9000 ou équivalent) (Si oui, fournir une copie du certificat pertinent) :	[Compléter]
Votre société dispose-t-elle d'une accréditation telle que ISO 14001 ou ISO 14064 ou équivalent en lien avec l'environnement ? (Si oui, fournir une copie du certificat valide) :	[Compléter]
Votre société dispose-t-elle d'une déclaration écrite de sa politique environnementale ? (Si oui, fournir une copie)	[Compléter]
Votre organisation montre-t-elle un engagement important à la durabilité par d'autres moyens, par exemple des documents sur les politiques internes de la société sur l'autonomisation des femmes, les énergies renouvelables ou une	[Compléter]

appartenance à des institutions commerciales qui encouragent ces questions ?	
Votre société est-elle membre du Pacte mondial des Nations Unies ?	[Compléter]
Personnes référentes que le PNUD peut contacter pour toute demande d'éclaircissement lors de l'évaluation de l'offre	Nom et fonction : [Compléter] Numéros de téléphone : [Compléter] Courriel : [Compléter]
Veillez joindre les documents suivants :	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Profil d'entreprise ne devant <u>pas</u> dépasser 15 pages, ainsi que des brochures et catalogues de produits imprimés se rapportant aux biens et services achetés ▪ Attestation d'incorporation ou d'enregistrement de la société ▪ Attestation d'immatriculation ou de paiement délivrée par l'administration fiscale attestant que le soumissionnaire est à jour de ses obligations fiscales, ou une attestation d'exonération fiscale, si le soumissionnaire jouit d'un tel privilège ▪ Documents d'enregistrement de la raison sociale, le cas échéant ▪ Certificat de qualité (par exemple ISO, etc.) ou autres certificats, accréditations, prix, distinctions similaires reçus par le soumissionnaire, le cas échéant ▪ Certificats, accréditations, mentions ou étiquettes de conformité environnementale et autres preuves des pratiques du soumissionnaire qui contribuent à la durabilité environnementale et à la réduction des effets néfastes sur l'environnement (par exemple l'utilisation de substances non toxiques, de matières premières recyclées, de matériel à faible consommation d'énergie, à émission de carbone réduite, etc.), soit dans le cadre de ses pratiques commerciales, soit dans les biens qu'il fabrique ▪ Brevets, si les technologies proposées dans l'offre sont brevetées par le soumissionnaire ▪ Attestation ou autorisation indiquant que le soumissionnaire est le représentant du fabricant, ou une procuration ▪ Licences d'exportation le cas échéant ▪ Autorisation du gouvernement local de s'implanter et d'exploiter son activité sur le lieu d'affectation, le cas échéant ▪ Lettre officielle de nomination en qualité de représentant local, si le soumissionnaire dépose une offre pour le compte d'une entité située en dehors du pays

Formulaire C : Formulaire d'information sur les coentreprises/consortiums/partenariats

Nom du soumissionnaire :	[Insérer nom du soumissionnaire]	Date :	[Sélectionner date]
Référence de l'appel d'offres :	[Insérer numéro de référence de l'AO]		

À remplir et renvoyer avec votre offre, si celle-ci est déposée en tant que coentreprise, consortium ou partenariat.

Non	Nom du partenaire et coordonnées (adresse, numéros de téléphone, numéros de fax, courriel)	Part proposée de responsabilités (en %) et type de biens ou de services à fournir
1	[Compléter]	[Compléter]
2	[Compléter]	[Compléter]
3	[Compléter]	[Compléter]

Nom du partenaire principal (disposant de l'autorité pour obliger la coentreprise, le consortium, le partenariat lors du processus d'appel d'offres, et dans le cas où un contrat est attribué, lors de l'exécution du contrat)	[Compléter]
---	-------------

Nous vous joignons une copie du document susréféréncé signé par chaque partenaire, qui détaille la structure juridique possible et la confirmation de l'obligation conjointe et solidaire des membres de ladite coentreprise :

Lettre d'intention de former une coentreprise **OU** accord de coentreprise, de consortium ou de partenariat

Nous confirmons par la présente que si le contrat est attribué, toutes les parties à la coentreprise, au consortium ou au partenariat seront conjointement et solidairement responsables vis-à-vis du PNUD pour le respect des dispositions du contrat.

Nom du partenaire : _____

Nom du partenaire : _____

Signature : _____

Signature : _____

Date : _____

Date : _____

Nom du partenaire : _____

Nom du partenaire : _____

Signature : _____

Signature : _____

Date : _____

Date : _____

Formulaire D : Formulaire d'éligibilité et de qualification

Nom du soumissionnaire :	[Insérer nom du soumissionnaire]	Date :	[Sélectionner date]
Référence de l'appel d'offres :	[Insérer numéro de référence de l'AO]		

En cas de coentreprise, consortium ou partenariat, à remplir par chaque partenaire.

Antécédents de contrats inexécutés

<input type="checkbox"/> Aucune inexécution de contrat survenue au cours des 3 dernières années			
<input type="checkbox"/> Contrats inexécutés au cours des 3 dernières années			
Année	Partie inexécutée du contrat	Numéro de contrat	Montant total du contrat (valeur actuelle en dollars É.-U.)
		Nom du client : Adresse du client : Raison(s) de l'inexécution :	

Antécédents de contentieux (notamment contentieux en cours)

<input type="checkbox"/> Aucun contentieux au cours des 3 dernières années			
<input type="checkbox"/> Antécédents de contentieux comme indiqué ci-dessous			
Année du différend	Montant du différend (en dollars É.-U.)	Numéro de contrat	Montant total du contrat (valeur actuelle en dollars É.-U.)
		Nom du client : Adresse du client : Sujet du différend : Partie à l'origine du différend : Statut du différend : Partie gagnante si réglé :	

Expériences antérieures

Veillez lister uniquement les missions similaires antérieures complétées avec succès au cours des 3 dernières années.

Veillez lister uniquement les missions pour lesquelles le soumissionnaire a traité ou sous-traité légalement pour le client en tant qu'entreprise, ou faisait partie des partenaires du consortium ou de la coentreprise. Les missions complétées par les experts individuels du soumissionnaire qui travaillent à titre personnel ou par l'intermédiaire d'autres sociétés ne peuvent pas être considérées comme faisant partie des expériences pertinentes du soumissionnaire ou de celles des partenaires ou sous-consultants du soumissionnaire, mais peut être déclarée par les experts dans leur CV. Le soumissionnaire doit être préparé à fournir des éléments concernant l'expérience déclarée en présentant des copies des documents et références appropriés à la demande du PNUD.

Nom du projet et pays d'affectation	Coordonnées du client et de la personne référente	Valeur du contrat	Période d'activité et statut	Types d'activités entreprises

Les soumissionnaires peuvent également joindre leur propre fiche de projet accompagnée de plus de détails au regard des missions ci-dessus.

Ci-joint, les déclarations de performance satisfaisante de la part des trois (3) premiers clients, ou plus.

Situation financière

Chiffre d'affaires des 3 dernières années	Année	Dollars É.-U.
	Année	Dollars É.-U.
	Année	Dollars É.-U.
Dernière cote de crédit (le cas échéant), indiquer la source		

Informations financières (dans un équivalent des dollars É.-U.)	Informations collectées au cours des 3 dernières années		
	Année 1	Année 2	Année 3
	<i>Informations provenant du bilan</i>		
Actifs totaux			
Obligations totales			
Actifs actuels			

Obligations actuelles			
	<i>Informations provenant de la déclaration de revenus</i>		
Recettes totales et brutes			
Profits avant impôts			
Profit net			
Ratio actuel			

Ci-joint, les copies des états financiers vérifiés (bilans, notamment toutes les notes connexes et déclarations de revenus) pour les années requises ci-dessus, conformes aux conditions suivantes :

- a) Doivent représenter la situation financière du soumissionnaire ou de la partie à la coentreprise et non de sociétés sœurs ou de la société mère ;
- b) Les états financiers collectés doivent être vérifiés par un comptable public certifié
- c) Les états financiers collectés doivent correspondre aux périodes comptables déjà complétées et vérifiées. Aucune déclaration se rapportant à des périodes partielles ne sera acceptée.

Formulaire E : Format de l'offre technique

Nom du soumissionnaire :	[Insérer nom du soumissionnaire]	Date :	[Sélectionner date]
Référence de l'appel d'offres :	[Insérer numéro de référence de l'AO]		

L'offre du soumissionnaire doit être organisée de manière à suivre le format de l'offre technique. S'il est exigé ou demandé de la part du soumissionnaire que ce dernier adopte une approche précise, celui-ci ne doit pas seulement déclarer son acceptation, mais également décrire la manière dont il compte respecter les exigences. Si une réponse descriptive est exigée et que le soumissionnaire ne la fournit pas, son offre sera déclarée non conforme.

SECTION 1 : Qualification, capacités et expérience du soumissionnaire

- 1.1 Capacités organisationnelles générales qui sont susceptibles d'influer sur la mise en œuvre : structure de gestion, stabilité financière et capacités de financement des projets, contrôles de la gestion des projets, mesure dans laquelle les travaux seraient sous-traités (le cas échéant, fournir des détails).
- 1.2 Pertinence des connaissances et expérience spécialisées au sujet d'engagements similaires pris dans la région ou le pays.
- 1.3 Procédures d'assurance qualité et mesures d'atténuation des risques.
- 1.4 Engagement de l'organisation à la durabilité.

SECTION 2 : Portée des prestations à fournir, spécifications techniques et services connexes

La présente section doit démontrer que le soumissionnaire se conforme aux spécifications en identifiant les éléments spécifiques proposés, en répondant aux exigences point par point, comme indiqué, en fournissant une description détaillée des modalités d'exécution essentielles proposées, et en montrant de quelle manière l'offre respecte ou dépasse les exigences ou spécifications. Tous les aspects importants doivent être traités au moyen de détails suffisants.

L'offre technique devra comprendre les pièces essentielles suivantes :

- 2.1 Une description détaillée de la manière dont le soumissionnaire fournira les biens et services requis, en gardant à l'esprit le caractère approprié des conditions locales et de l'environnement du projet. Détails sur la manière dont les différents éléments de service seront organisés, contrôlés et livrés.
- 2.2 Indiquer si des travaux seront sous-traités, à qui, dans quel pourcentage des exigences, pour quelles raisons, les rôles proposés des sous-traitants et la manière dont l'ensemble des personnes feront fonctionner l'équipe.
- 2.3 L'offre doit également comprendre des détails au sujet des dispositifs d'examen de l'assurance qualité et de l'assurance technique interne du soumissionnaire.
- 2.4 Le plan de mise en œuvre, notamment un diagramme de Gantt ou un échancier de projet indiquant le déroulement détaillé des activités qui seront entreprises et leur calendrier respectif.

- 2.5 Montrer la manière dont vous prévoyez d'intégrer des mesures de durabilité à l'exécution du contrat : protection de l'environnement, intégration de la dimension genre (égalité des chances homme/femme) notamment..
- 2.6 Les services et exigences connexes telles que l'installation, la formation et les services après-vente doivent également être listés, comme exigé.

Biens et services à fournir Spécifications techniques	Votre réponse				
	Respect des spécifications techniques		Date de livraison <i>(confirmer que vous vous y conformez ou indiquer votre date de livraison)</i>	Attestation de qualité, licences d'exportation, etc. <i>(indiquer tout élément applicable et le joindre)</i>	Observations/contenu de l'offre
	Oui, nous nous y conformons	Non, nous ne pouvons pas nous y conformer <i>(indiquer divergences)</i>			
Fourniture des équipements et accessoires de sonorisation ainsi que précisés dans le cahier des charges et des équipements additionnels, dument justifiés dans son mémoire technique par le soumissionnaire, dans les délais permettant l'achèvement des travaux dans les délais contractuels prévus dans le présent Dossier d'Appel d'Offres					Justificatif à porter dans la note méthodologique de compréhension du projet et la note technique de sa mise en œuvre mettant en exergue la pertinence de la connaissance du matériel spécialisé de sonorisation par le soumissionnaire y compris les fournisseurs et son antériorité d'expérience dans le domaine en 1) approvisionnement et 2) installation desdits équipements, diagramme de GANTT précisant délai de commande et livraison

Biens et services à fournir Spécifications techniques	Votre réponse			
	Respect des spécifications techniques	Date de livraison <i>(confirmer que vous vous y conformez ou indiquer votre date de livraison)</i>	Attestation de qualité, licences d'exportation, etc. <i>(indiquer tout élément applicable et le joindre)</i>	Observations/contenu de l'offre
Installation des équipements de sonorisation, y compris les accessoires de réseau, etc., formation du personnel d'exploitation et du personnel utilisateur, le tout devant être terminé en 45 (quarante-cinq) jours de travail effectifs dans la limite de 60 jours calendaires, commençant le 1 ^{er} septembre et se terminant le 04 novembre 2021.				Mémoire technique de mise en œuvre, chronogramme fourniture des équipements, déploiement du personnel, réalisation des travaux d'installation, réceptions.
Formation				Qualification du soumissionnaire dans la formation du personnel de la clientèle y compris antériorités d'expériences pertinentes de nature, volume et complexité similaires. Les qualifications, expériences ainsi que l'approche méthodologique de mise en œuvre de cette activité devraient ressortir très clairement dans la note technique de compréhension et de mise en œuvre du projet

Autres services et exigences connexes <i>(sur la base des informations fournies dans la section 5b)</i>	Respect des exigences		Détails ou observations au sujet des exigences connexes
	Oui, nous nous y conformons	Non, nous ne pouvons pas nous y conformer <i>(indiquer divergences)</i>	
Les équipements et fournitures accessoires doivent être livrés dans les délais permettant leur installation et la formation du personnel dans les délais d'exécution du contrat de 45 jours de travail effectifs limités à 60 jours calendaires, comptés à partir du 1er septembre 2021			Plan d'approvisionnement précisant les sources d'approvisionnement, y compris inspection/vérification de conformité auprès du fournisseur, moyen de livraison, enlèvement et réception, dont vérification à la livraison. Fournir les diagrammes de GANTT précisant les différentes activités requises, les personnes, les délais de leur mise en œuvre et leurs échéances.
Garantie fabricant du matériel au bénéfice du PNUD sur 2 ans, pour compter de la date de la livraison et acceptation des équipements et accessoires			Documentation des conditions du fournisseur.
Service d'assistance locale (à toutes fins utiles)			Indication des prestataires, partenaires du soumissionnaire, se trouvant dans le pays ou à tout le moins dans la sous-région, pouvant après la fin des travaux fournir toute assistance nécessaire.

SECTION 3 : Structure de gestion et personnel essentiel

- 3.1 Décrire la méthode de direction générale en matière de planification et d'exécution du contrat. Inclure un tableau d'organisation pour la gestion du projet en décrivant la relation entre les postes et désignations clés. Fournir une feuille de calcul pour montrer les activités de chaque catégorie de personnel ainsi que le temps alloué à leur implication.
- 3.2 Fournir les CV des membres du personnel essentiel qui sera employé pour soutenir la mise en œuvre de ce projet en utilisant le format ci-dessous. Les CV doivent montrer les qualifications dans les domaines pertinents pour la fourniture des biens et services.

Format du CV pour les membres du personnel essentiel proposés

Nom du membre du personnel	[insérer]
Poste pour cette mission	[insérer]
Nationalité	[insérer]
Compétences linguistiques	[insérer]
Formation/Qualifications	<i>[Résumer formations à l'université ou autre formation spécialisée du membre du personnel en indiquant les noms des établissements d'enseignement, les dates et les diplômes ou qualifications obtenus]</i>
	[insérer]
Certifications professionnelles	<i>[Fournir des détails des certifications professionnelles dans les domaines pertinents pour la fourniture des biens et services]</i>
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nom de l'établissement : [insérer] ▪ Date de certification : [insérer]
Emploi/Expérience	<i>[Lister tous les postes occupés par le membre du personnel (en commençant par le poste actuel, par ordre chronologique inversé) en indiquant les dates, noms des organismes, nom du poste occupé et lieu de l'emploi. En ce qui concerne l'expérience accumulée au cours des cinq dernières années, détailler le type d'activités entreprises, le degré de responsabilités, le lieu des affectations et toute autre information ou expérience professionnelle considérée comme pertinente dans ce cadre]</i>
	[insérer]
Références	<i>[Fournir noms, adresses, numéro de téléphone et courriel pour deux (2) références]</i>
	Référence 1 : [insérer] Référence 2 : [insérer]

J'atteste que les renseignements donnés ci-dessus décrivent correctement, à ma connaissance, mes qualifications, expériences, et d'autres informations pertinentes à mon sujet.

Signature du membre du personnel

Date (jour/mois/année)

Formulaire F : Formulaire de barème de prix

Nom du soumissionnaire :	[Insérer nom du soumissionnaire]	Date :	[Sélectionner date]
Référence de l'appel d'offres :	[Insérer numéro de référence de l'AO]		

Le soumissionnaire doit établir le barème de prix conformément au format ci-dessous. Le barème de prix doit indiquer la répartition détaillée des coûts de tous les biens et services connexes à fournir. Des chiffres séparés doivent être fournis pour chaque regroupement ou catégorie fonctionnels, le cas échéant.

Toute estimation de frais remboursables, tels que les déplacements d'experts et les frais et débours divers, doit être indiquée séparément.

(Se reporter au cadre de devis quantitatif et estimatif en annexe 2 pour l'offre financière détaillée)

Désignation	Prix en XAF
Fournitures des équipements et accessoires de sonorisation y compris les équipements additionnels	
Services des experts et techniciens, personnel d'appui, pour la fourniture des équipements, leur installation et la formation du personnel d'exploitation et du personnel utilisateur	
TOTAL DE L'OFFRE FINANCIERE HTVA et HDD en XAF	

Nom du soumissionnaire : _____

Signature autorisée : _____

Nom du signataire autorisé : _____

Nom de la fonction : _____

FORMULAIRE G : Formulaire de garantie de soumission

(Ceci doit être finalisé sur le papier à en-tête officiel de la banque émettrice.

Excepté les espaces prévus à cet effet, aucune modification ne peut être apportée au présent modèle.)

À : Le PNUD,
[Insérer les coordonnées indiquées dans la fiche technique]

CONSIDÉRANT [nom et adresse du prestataire] que (ci-après le « soumissionnaire ») a déposé une offre auprès du PNUD en date du [Cliquer ici pour entrer la date](#) pour la fourniture de biens et services au titre de [Insérer nom des biens et services] (ci-après l'« offre ») :

CONSIDÉRANT que vous avez stipulé que le soumissionnaire devait vous fournir une garantie bancaire émise par une banque reconnue au montant indiqué ci-après à titre de garantie au cas où le soumissionnaire :

- a) Ne signerait pas le contrat après que le PNUD le lui ait attribué ;
- b) Retirerait son offre après la date d'ouverture des offres ;
- c) Ne se conformerait pas à une modification des exigences décidée par le PNUD en application des instructions de l'appel d'offres ;
- d) Ne fournirait pas une garantie de bonne exécution, des assurances ou d'autres documents pouvant être exigés par le PNUD comme condition préalable pour l'entrée en vigueur du contrat.

ET CONSIDÉRANT que nous avons accepté de délivrer au soumissionnaire cette garantie bancaire :

Nous déclarons par la présente que nous nous portons garants et que nous sommes responsables envers vous, au nom du soumissionnaire, dans la limite de *[montant de la garantie] [en lettres et en chiffres]*, telle somme étant payable dans les devises et les proportions de devises dans lesquelles le prix offert est payable, et nous nous engageons à vous payer, à première demande écrite de votre part et sans objection ni discussion, toute somme dans la limite de *[montant de la garantie tel que susmentionné]* sans que vous n'ayez à prouver ou motiver votre demande de paiement pour la somme susmentionnée.

Cette garantie est valable jusqu'à 30 jours après la date finale de validité des offres.

SIGNATURE ET SCEAU DE LA BANQUE GARANTE

Signature : _____

Nom : _____

Fonction : _____

Date : _____

Nom de la banque : _____

Adresse : _____

[Apposer sceau avec sceau officiel de la banque]

FORMULAIRE F : Formulaire de visite des installations du Système de Sonorisation de la CPS

Les soumissionnaires sont vivement encouragés à procéder à une visite des sites des travaux à réaliser. Le présent certificat a pour objet d'attester de cette visite. Il devra être daté et signé par le Responsable de Sécurité du Projet d'appui au fonctionnement de la Cour Pénale Spéciale de Bangui.

Je soussigné, (Nom, Prénom et qualité)agissant au nom ou pour le compte de l'entreprise certifie avoir visité le(s) lieu(x) suivant qui fait (font) objet de l'appel d'offre N°,ce jour/...../.....à.....H.....mn, Lieu(x) :.....Lot unique.....

Je reconnais m'être assuré :

- de la nature et de la situation géographique des travaux analysés spécifiquement par rapport aux exigences de sonorisation;
- des besoins en spécifications des équipements de sonorisation que commandent la présentation des bâtiments de la Cour Pénale Spéciale dans leur ensemble et leurs parties ;
- des installations existantes d'électricité et autres ainsi que des besoins de protection compte tenu de la fréquentation des locaux, leur exposition aux risques de détérioration, tous autres facteurs pouvant influencer sur le fonctionnement et déterminer le choix des installations des équipements et ou leur adaptation;
- de la disponibilité et de la qualification de la main-d'œuvre locale qualifiée ou non,
- de toutes les conditions susceptibles d'avoir une influence sur le délai d'exécution des travaux et/ou sur le coût.

En foi de quoi, le présent certificat lui est délivré, à sa demande, pour servir et faire valoir ce que de droit.

Pour le soumissionnaire	Le Responsable de Sécurité du Projet d'appui au fonctionnement de la CPS
Date :	Date :